



Silver Normandie

Initiative régionale de soutien à la Silver Economie

Juillet 2013



La Basse-Normandie :

Région de préfiguration idéale pour la Silver Economie

Le vieillissement de la population, l'augmentation du nombre de personnes dépendantes ainsi que le développement de pathologies chroniques touchant cette population, sont autant de facteurs à la source d'actions et de réflexions autour de nouvelles organisations de prise en charge et d'accompagnement des séniors, source potentiel d'un véritable modèle économique.

La Région Basse-Normandie fait partie des **7 régions les plus prisées par les personnes âgées**¹. A l'horizon 2020 elle comptera une augmentation de 36% des plus de 60 ans et de 14% de personnes dépendantes.

L'arrivée des seniors, dont la moitié provient de l'Île-de-France en raison de sa proximité géographique, stimule l'économie locale et renforce le caractère résidentiel de la Basse-Normandie. On peut citer notamment :

- Une population de plus de 60 ans plus élevée que la moyenne nationale qui représente près de 25% de la population totale,
- un **recours par 13,4% des ménages bas-normands aux services à la personne** (contre 10,9% au niveau national) générant à lui seul **34 200 salariés** soit 6,4% de l'emploi régional,
- le nombre très important de structures d'accueil pour personnes âgées au nombre de **342 établissements**, chiffre bien supérieur à la moyenne nationale.

Par ailleurs, la Région présente l'avantage certain **d'une excellente représentativité de la population française** à travers ses zones urbaines (Caen, Alençon), ses zones rurales, son tourisme mais également grâce à sa population balayant toutes les catégories socio-professionnelles. Ces avantages font de la Basse-Normandie un territoire pilote idéal. Les acteurs bas-normands, en raison de la démographie et du potentiel économique du territoire, interviennent depuis de nombreuses années dans le champ de ce que l'on n'appelait pas encore : **la Silver Economie**.

La Basse-Normandie se différencie des autres régions par une cohérence d'actions au profit d'une population vieillissante :

- la recherche centrée sur la détection des chutes des personnes âgées en cours à l'INSERM de Caen,
- Un nombre important d'industriels œuvrant pour des solutions à destination des séniors et de structures de SAP
- le Normandy Living Lab
- Normandie incubation
- Un démonstrateur, la maison de la domotique d'Alençon

¹ Etude 2012 – Cabinet Ersnt&Young

- Une offre importante d'Ehpad et de prise en charge au CHU
- la création de nombreuses formations spécifiques à la prise en charge et l'accompagnement des personnes âgées
- la dématérialisation des démarches APA,
- l'intégration d'une plateforme d'aide aux aidants
- les projets d'habitat évolutifs, de création d'EHPAD intégrant les nouvelles technologies
- les nombreux aménagements liés à l'urbanisme et aux transports
- une réflexion sur la communication avec le projet d'un salon régional dédié Silver Economie
- une réflexion sur des solutions de distribution par les pharmaciens, les mutuelles, les banques...

A cela il convient de rajouter les réalisations de projets d'ampleur nationale portées ou soutenues par le Pôle de compétitivité TES au service de la Silver Economie qui ont déjà vu le jour en Basse-Normandie :

- Télé-suivi des plaies chroniques (Domoplaie),
- Développement d'une plateforme pour du coaching de réadaptation physique à domicile (Motion),
- Développement d'un carnet de liaison (Adage),
- Mise au point d'une gélule de mesure en continu de la température intra-corporelle (eTemp),
- Réalisation d'une étude sur les besoins des personnes dépendantes (Typtop).

Conscients de l'opportunité que représente la Silver Economie pour ses habitants et ses entreprises, le Conseil Régional de Basse-Normandie, l'Agence Régionale de Santé, les Conseils Généraux du Calvados, de la Manche et de l'Orne ont largement mobilisé la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Basse-Normandie, l'Université de Caen, l'Union Régionale des Médecins Libéraux, le Pôle de compétitivité TES, la MIRIADE et Tech SAP Ouest autour d'un projet qui s'articulera sur les grands axes suivants :

- ⇒ **Développer et porter vers le marché des solutions technologiques centrées sur la personne** : domotique, sécurisation du logement, télédiagnostics, amélioration de l'offre médico-sociale,...
- ⇒ **Renforcer l'offre de formation** tant pour les personnes âgées, les personnels aidants que pour les salariés des entreprises offreuseuses de « solutions technologiques »,
- ⇒ **Proposer des nouveaux modèles économiques** (offre/demande, distribution, plateforme de téléassistance,...) qui prennent en compte la triple dimension humaine, politique et économique de ce secteur.

Ce dossier a pour vocation de présenter le potentiel bas-normand, son écosystème et ses projets fédérateurs portés par l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur unis afin de rendre la Basse-Normandie éligible à devenir territoire pilote d'intérêt national conforme aux recommandations figurant dans le rapport remis à Michèle Delaunay et Arnaud Montebourg marquant le lancement de la **Silver Economie**.

TABLE DES MATIERES

I– La Basse-Normandie : Une Région déjà engagée dans la Silver Economie	6
1.1 Un fort potentiel régional.....	7
1.2 De nombreuses structures dédiées aux personnes âgées	8
1.3 L’accompagnement des collectivités locales.....	9
1.4 Une offre de soins en constante adaptation	14
1.5 Une recherche centrée sur le vieillissement	15
1.6 Des Formations dédiées Silver Economie en Basse-Normandie	17
1.7 Les initiatives remarquables	19
2– Un projet et des réalisations concrète pour la Silver Economie	22
2.1. L’habitat et les EHPAD de demain	24
2.2. Bien être et vie au domicile	25
2.3. Les Services à la Personne	26
2.4. Numérique.....	27
2.5. Des projets pour la santé de nos aînés.....	27
2.6. Une plateforme d’échanges : Le GCS Télésanté.....	30
2.7. Amplifier l’effort de formation	30
2.8. Détecter les chutes	31
2.9. Aider les aidants	34

3. Nos partenaires soudés autour des projets	Erreur ! Signet non défini.
3.1 La MIRIADE	38
3.2 Le Pôle de compétitivité TES (Transactions Electroniques Sécurisées).....	41
3.3 TECH SAP Ouest	45
3.4 L'ARS Basse-Normandie.....	47
3.1 CCI Normandie.....	49
3.2 BodyCap (Hérouville Saint Clair -14).....	50
3.3 IPDiA (Caen-14).....	51
3.4 Medgic Group (Caen-14)	52
3.5 W2Next (Caen-14)	53
3.6 Popsi Cube (Hérouville Saint Clair – 14)	54
3.7 EFF'INNOV Technologies (Colombelles – 14)	55
3.8 C..TEXDEV (Caen-14).....	55
3.9 Legrand	56
3.10 FunDaTrix (Colombelles – 14).....	56
3.11 HOM'AGE (Bieville-Beuville – 14)	57
3.12 Omwave (Colombelles – 14).....	58
3.13 Digital Airways (Alençon – 61).....	58
3.14 Maisons France Confort (Alençon – 61)	59
3.15 Etna France (Domfront – 61)	59
3.16 Oreka Ingenierie (Cherbourg – 50).....	60
3.17 6cure (Colombelles – 14)	60
3.18 Mediatype (Caen – 14)	61
3.19 Nearforge (Colombelles – 14).....	61
Nos entreprises impliquées dans la Silver Economie	62

1– La Basse-Normandie : Une Région déjà engagée dans la Silver Economy

1.1 Un fort potentiel régional

Depuis l'annonce du lancement de la Silver Economie, une forte mobilisation des acteurs de l'e-santé en Basse-Normandie a été lancée.

Il est décidé de mettre en place une démarche commune mobilisatrice dans l'intérêt du territoire pour promouvoir la candidature de la Basse-Normandie.

Afin d'y contribuer, et conformément aux préconisations du gouvernement, un « comité stratégique Silver Economie » est organisé entre tous les acteurs concernés : Région Basse-Normandie, Préfecture de Région, Agence Régionale de Santé, Conseil Général du Calvados, Conseil Général de la Manche, Conseil Général de l'Orne, Université de Caen Basse-Normandie, Union Régionale des Médecins Libéraux, Pôle de compétitivité TES, Miriade et Tech SAP Ouest. Ces derniers ont confié à la Miriade, en bonne intelligence avec le pôle de compétitivité TES, et Tech SAP Ouest la constitution de ce dossier.

Selon une étude réalisée par Ernst & Young en 2012, **la Basse-Normandie figure parmi les 7 régions les plus prisées pour les personnes âgées**. L'arrivée des seniors, dont la moitié provient de l'Île-de-France en raison de sa proximité géographique, stimule l'économie locale et renforce le caractère résidentiel de la Basse-Normandie. On peut citer notamment **un recours par 13,4% des ménages bas-normands aux services à la personne** (contre 10,9% au niveau national) mais également le nombre très important de structure d'accueil des personnes âgées au nombre, bien supérieur à la moyenne nationale de **342 établissements**.

Ainsi, à l'horizon 2020 en Basse-Normandie, la Région comptera une augmentation de :

- **36% du nombre de personnes âgées de 60 ans,**
- **14% du nombre de personnes dépendantes,**
- **21% du nombre de personnes âgées dépendantes vivant à domicile,**
- 2,5 % en moyenne (+ 5,2 % dans le Calvados) du nombre de personnes âgées en institution,
- 10% du nombre de ménages bas-normands ayant recours aux SAP du fait du prolongement des évolutions démographiques récentes.
- Un vieillissement des médecins généralistes (53,6 ans de moyenne d'âge pour les médecins généralistes en 2013).

Par ailleurs, le seul Pôle de compétitivité TES fédère près de 3700 emplois directs hautement qualifiés au sein des entreprises bas-normandes « offreurs de services et de solutions technologiques ». Cela représente près de 4800 emplois indirects liés. Enfin, les équipes de recherche (académiques et hospitalières) impliquées dans cette thématique représentent environ 1200 emplois hautement qualifiés. La région Basse-Normandie dispose d'un savoir-faire (en recherche, innovation et industrie) dans la mise au point de capteurs biomédicaux, de méthodes diagnostiques et thérapeutiques, dans leur intégration dans des systèmes d'e-Santé, ainsi que dans l'évaluation de ces méthodes et de leurs impacts sociétaux. Au total, **les services à la personne représentent 6,4% de l'emploi régional et près de 34 200 salariés** (Source : INSEE – 100% Basse-Normandie - avril 2011). Les activités des services à la personne sont des activités endogènes non délocalisables, et sont donc porteuses dans

un contexte de mondialisation accrue de l'économie. En outre, elles favorisent le maintien de l'activité dans des zones rurales.

1.2 De nombreuses structures dédiées aux personnes âgées

La Basse-Normandie compte de nombreuses structures capables de répondre aux besoins liés au vieillissement de sa population :

- 342 Etablissements d'hébergements pour personnes âgées,
- 20 Structures de coordination gérontologiques,
- 34 Structures de maintien des personnes âgées à domicile,
- 6 Etablissements de soins spécialisés pour les personnes âgées,
- 177 structures d'aide à domicile,
- 12 fournisseurs de matériel médical à domicile.

Ces chiffres montrent à quel point l'ensemble des acteurs de la Région s'est massivement investi dans la prise en charge et l'accompagnement de leurs aînés.

Focus sur l'action des Conseils Généraux en Basse-Normandie :

Le Conseil Général du Calvados contribue au financement des « établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (EHPAD) : 28 M€ sont inscrits en 2013 pour cette politique.

Dans l'Orne, il existe 49 EHPAD qui représentent, au 1^{er} janvier 2013, 4 623 places installées. Le taux d'équipement en places en maison de retraite le plus élevé est parmi les plus élevés au niveau national (au 13^{ème} rang national selon les statistiques ministérielles : 134 lits pour 1000 habitants de 75 ans et plus, contre 97 lits en moyenne nationale). Le Conseil Général de l'Orne a favorisé la création de places pour les personnes âgées souffrant de la maladie d'Alzheimer.

1.3 L'accompagnement des collectivités locales

La Région Basse-Normandie mène des appels à projets innovants, pour encourager les collectivités à mettre en œuvre des politiques d'accessibilité globale à l'échelle de son territoire :

- ⇒ Création d'un label « territoire accessible » permettant aux personnes éprouvant des difficultés de déplacement de pallier ces problèmes en leur donnant physiquement accès à des lieux jusque-là inaccessibles.
- ⇒ Sensibilisation des élus à la nécessité d'une démarche territorialisée en matière d'accessibilité.
- ⇒ Informations pratiques sur les transports en commun ainsi que les moyens de se rendre d'un lieu à un autre via le site « comment.jy.vais.fr » en tenant compte, par exemple, de la mobilité physique des personnes.
- ⇒ Développement d'un site de covoiturage (2 500 000 covoitureurs inscrits) permettant, entre autre, aux personnes âgées de se déplacer à partie ou vers des zones non couvertes par les transports.

Bonnes pratiques :

Dans le Calvados, la Mairie de Caen a mis en place « MOBISTO » qui permet à des personnes à mobilité réduite de se déplacer 7 jours sur 7 de 7h00 à minuit de porte à porte grâce à des véhicules adaptés.

Elle a élaboré un **Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces publics (PAVE)** programmant la réalisation des travaux de mise en accessibilité de certaines zones.

1.3.1 Des solutions nouvelles de prise en charge des personnes dépendantes

La Manche : territoire pilote

Depuis 2001, la communauté de communes du mortainais s'est engagée dans une politique volontariste et concrète de désenclavement de son territoire. En décembre 2005, l'Etat lance un appel à projet Pôle d'Excellence Rurale. NOVEA, association loi 1901 est labélisée Pôle d'Excellence Rurale (PER) en mars 2007 pour la diffusion des nouvelles technologies au service du développement rural.

Après 6 années d'expérience, le PER est un modèle d'innovation opérationnel, compétitif et prospectif, qui répond aux besoins nationaux de compétences d'insertion et d'emplois durables pour la filière en émergence des réseaux et services numériques très haut débit. Aujourd'hui la communauté de communes du mortainais s'appuie sur les compétences de ce pôle pour **développer et favoriser le maintien des personnes fragilisées à domicile.**

A ce jour, la Communauté de communes du Mortainais et le Conseil Général de la Manche en partenariat avec Manche Numérique (*Syndicat mixte créé à l'initiative du conseil général et des communautés de communes ayant pour compétence l'aménagement numérique du territoire et l'assistance à l'informatique de gestion*) ont engagé une véritable démarche projet.

L'objectif est d'expérimenter des solutions techniques cohérentes et utiles aux personnes fragilisées, aux professionnels de santé et aux différents intervenants (aidants, familles...) en vue d'une généralisation de ces solutions.

Cette expérimentation comporte 3 volets :

- 1 Le Conseil Général de la Manche souhaite expérimenter la mise en place **d'une instruction, d'un suivi et d'une traçabilité dématérialisée de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH)**. L'objectif est de permettre la dématérialisation de la demande, du contrôle d'effectivité et de l'instruction à domicile en facilitant la gestion des flux d'information entre les prestataires et le Conseil Général.
- 2 La Communauté de communes du Mortainais et le Conseil Général de la Manche souhaitent **dématérialiser le cahier de liaison** pour améliorer la coordination des acteurs intervenant autour du bénéficiaire. Ce lot a pour vocation d'être le fédérateur des 3 lots dans la mesure où il doit agréger des données médico-sociales et des données issus des capteurs et autres solutions. Cette plateforme facilitera la rupture de l'isolement subi par les seniors vivants en milieu rural.
- 3 Le dernier volet vise à **mettre en place des solutions pour sécuriser le domicile du bénéficiaire** pour faciliter son maintien. Le pilote est la Communauté de communes du Mortainais.

Cette expérience est désormais transposable à l'ensemble de la Région Basse-Normandie.

Le Calvados : gestion améliorée de l'urgence

Quant à lui, Le Conseil Général du Calvados a mis en place début 2013 une **procédure d'urgence** permettant aux bénéficiaires d'accéder à l'APA dès leur sortie, à la suite d'une hospitalisation. En outre, il travaille actuellement à :

- La dématérialisation de la demande de l'APA
- La télégestion des Services à la personne

En outre, il s'investit fortement et depuis plusieurs années autour de thématiques liées à la Silver Economie :

- Gestion de l'alimentation,
- Aide à l'hygiène,
- Coordination des intervenants à domicile,
- Solutions de communication pour la lutte contre la solitude,
- Détection des chutes.

L'Orne : favoriser le maintien à domicile

Les personnes âgées des plus de 60 ans représentent plus du quart de la population du département de l'Orne. En tant que chef de file de l'action gérontologique sur son territoire (rôle affirmé par la loi du 13 août 2004), le Conseil général de l'Orne s'engage résolument en faveur de ses aînés. Le Conseil Général a approuvé, en septembre 2010, son schéma départemental en faveur des personnes âgées pour la période 2010 à 2014. Ce document décline un grand nombre d'actions qui sont mises en œuvre pour améliorer les conditions de vie des personnes âgées. En 2013, **48 M€ sont inscrits au budget pour cette politique.**

Les deux axes de cette sont les suivants :

- favoriser le maintien à domicile dans les meilleures conditions de vie ;
- offrir des formes d'hébergement et d'accompagnement adaptées.

Environ 4 300 personnes âgées bénéficient de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) représentant un budget de près de 20 M€ par an. Cette allocation financée par le Conseil Général permet aux personnes âgées qui en ont besoin de bénéficier d'une aide pour accomplir les actes de la vie quotidienne, notamment sous la forme d'heures d'aide à domicile.

Par le biais de l'APA, le Conseil général finance indirectement les services d'aide à domicile : l'UNA, l'ADMR ou la Mutualité française. Au total, six services autorisés par le Conseil général, couvrant tout le territoire de l'Orne.

Certains de ces services connaissent une situation financière difficile. Pour les aider, le Conseil général a mis en place plusieurs dispositifs successifs :

- en 2009 : un système d'avances de trésorerie,
- fin 2010 : une convention de partenariat avec des engagements en termes de qualité du service rendu,
- fin 2011 : une convention pour la modernisation des services d'aide à domicile,
- en 2013 : une augmentation de 0,50€ par heure du tarif s'imputant sur la participation d'1,50 € demandée aux bénéficiaires.

Le Conseil Général est également intervenus auprès de l'Agence Régionale de Santé pour qu'une partie significative de l'enveloppe régionale destinée à aider en 2012 les associations en difficultés soit affectée dans l'Orne.

1.3.2 Un fort développement des Services à la Personne en Basse-Normandie

Les Services A la Personne (SAP) recourent 3 types d'activités :

- Services de la vie quotidienne (ménage, jardinage et bricolage, livraison de repas et de courses à domicile ...) : 78% des recours ;
- Services aux personnes âgées, dépendantes ou handicapées (aide à la mobilité et transport, soins esthétiques à domicile, accompagnement dans les actes de la vie courante...) : 12% des recours ;
- Services à la famille (garde d'enfants, soutien scolaire) : 10% des recours ;
(Sont exclus : les soins médicaux et les assistantes maternelles.)

L'activité des services à la personne représente en Basse-Normandie plus de **25 millions d'heures de travail déclarées** (à l'exclusion des heures d'assistantes maternelles) représentant 2000 ETP (équivalent temps plein) pour les seuls emplois d'assistance à la personne âgée. Son taux de croissance annuel est de l'ordre de 4%/an. Ainsi, en 4 ans, le volume d'heures de travail qu'ils ont assuré auprès de particuliers est passé de 6,1 millions d'heures à 8,9 millions.

L'activité en mode prestataire est largement dominée par **230 organismes publics ou associatifs agréés**; ils assurent 90 % des heures travaillées en 2010, en croissance de 35 % depuis 2006. Les entreprises privées sous mode prestataire continuent leur percée : leur poids passe de 2% à 10%.

En Basse-Normandie, on recense **561 entreprises agréées**, dont 212 ont obtenu l'agrément qualité (*Source : nova-ANSP mars 2011*). Parmi elles : la Générale des Services, Juniors et Seniors, Aide et Sourire, Freedom, Maisons et Services, Domitys,... Ces associations sont aussi associées au dossier Silver Economie de la Basse-Normandie, notamment via l'Association Etre et Siel Bleu, et également les structures d'accueil des personnes en grande dépendance, telle que la société Hom'Age (près de 460 lits et places répartis sur 6 EHPAD en Basse-Normandie).

Les Services à la Personne sont fortement développés en Basse-Normandie, notamment dans la sphère sociale, du fait de la forte présence des populations âgées sur le territoire. Face au constat d'un vieillissement rapide de la population (voir partie « *dynamiques sociodémographiques* ») et le potentiel d'emploi que les services à la personne sont susceptibles de créer, la Région constitue actuellement un pôle SAP autour de la ville d'Alençon :

La Basse-Normandie fait partie des régions où l'intensité des recours aux services à la personne est la plus forte, en raison notamment de la part importante de la population âgée de 65 ans et plus. Les mesures en faveur du maintien à domicile des personnes âgées, engagées dans les 3 départements, ont contribué à la structuration de l'offre de SAP. La Manche est le département y recourant le plus (14,4% des ménages).

Les SAP, notamment pour le public âgé, ont un fort lien avec les compétences TIC. Ainsi, la domotique est un avantage comparatif de la région dans le domaine des SAP, et renforce la logique de filière, notamment via la maison domotique d'application pédagogique. **Alençon se positionne comme une véritable vitrine technologique des SAP.**

1.3.3 Mieux se nourrir pour mieux vivre

Dans le cadre des actions, le Pôle de compétitivité Valorial (Valorisation Recherche et Innovation Alimentaire) dont l'extension à la Basse-Normandie est effective depuis 2009 aide à l'émergence de projet autour d'un groupe de travail Senior. Celui-ci a, depuis 2008, organisé 15 réunions ainsi qu'une soirée innovation en Basse-Normandie en 2012 à laquelle participaient industriels, chercheurs et consultants dans le Grand Ouest. Le Pôle a labellisé un projet ANR « Aupalesens », dont l'objectif est de permettre aux séniors de se réappropriier les repas, notamment grâce à la création de prototypes de plats préparés spécialement adaptés. Valorial entretient de fortes collaborations avec le pôle NSL (Nutrition Santé Longévité).

Voici quelques exemples de sujets traités ces 2 dernières années :

2012

- Habitudes alimentaires et différenciations sociales : les seniors une cible au multiple profil (*Philippe Cardon, Université Lille3- Centre de recherche Individus, Epreuves, Société /INRA Aliss*) ;
- Décryptage des comportements d'achats des seniors en GMS et des catégories de produits ; évolution de ces catégories et de leur potentiel d'innovation ; quelques clés d'innovation (*Tomás Ahrens, Graphic Identité et Loïc Roger, LRBEVA Nutrition*).

2011

- Ergonomie et conception de produits : les emballages (*Sandra Bescou, Pierre Nahon et Sébastien Arnaud, Solutions Productives*) ;
- Design alimentaire, vecteur de l'innovation entre usages et représentations (*Jean-Patrick Péché, Ecole du Design de Nantes*) ;
- Focus sur les emballages et packaging pour les seniors (attentes, tendances, nouveautés,...) (*Christine Derepas, Equil' Mkt*) ;
- Retour d'expériences sur la conception d'une gamme de produits pour seniors (*Christine Derepas, Equil' Mkt*) ;
- Synthèse de plusieurs études TNS SOFRES et IFOP sur la perception des Français et des Européens sur la longévité, la dépendance et le bien vieillir (*Catherine Miniot, CCIT Rennes Bretagne*) ;
- Comment saisir les opportunités de marché des seniors actifs ? Exemple de la stratégie mise en place par la société Vauban Humanis pour atteindre cet objectif (*Véronique Deshayes, chef de marché senior, Vauban Humanis*) ;
- Point sur les lancements de produits dans l'axe "santé cognitive" d'après la base de données Mintel Gnpd (*Stéphanie Le Donge, CCIT Rennes Bretagne*) ;
- Point d'actualité sur la réglementation qui régit les aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales (*Anne-Sophie Malhere, Ingénieur conseil développement et réglementation, LRBEVA Nutrition*) ;
- Ateliers conférences : Marketing nutritionnel.

De ces rencontres et études, il ressort que globalement en agro-alimentaire, le travail sur le senior bien portant n'est pas différencié des autres cibles, et aucune communication n'est destinée à leur intention qui risquerait d'engendrer un d'effet contraire, le senior ne voulant pas acheter un produit à connotation senior.

La Basse-Normandie compte également trois laboratoires spécialisés en nutrition et micro-nutrition et plus largement fabriquant des produits à vocation bien être qui peuvent être achetés par les seniors :

- Dielen (Manche),
- SFAN Laboratoire (Orne),
- Laboratoire Alderney (Calvados)

Enfin des travaux sont en cours concernant les emballages afin de faciliter leur préhension par des personnes âgées (Plastalliance Alençon).

1.4 Une offre de soins en constante adaptation

Afin d'améliorer la démographie médicale, la Région intervient aux côtés de l'Union Régionale des Médecins Libéraux pour favoriser l'installation de professionnels de santé dans les territoires les plus fragiles, notamment en milieu rural.

Depuis plusieurs années déjà, et en concertation avec les acteurs de la santé, elle conduit une politique volontariste autour de deux axes principaux :

- Elle finance les Pôles de Santé Libéraux et Ambulatoires (PSLA), qui rassemblent des professionnels de santé libéraux (médecins, dentistes, infirmiers, kinés...). Ces pôles sont plébiscités par les jeunes professionnels de santé, qui aspirent à travailler en équipe, consacrer du temps à la formation et engager de nouvelles activités comme la prévention. Les PSLA visent également une meilleure prise en charge de la population : ils permettent par exemple d'organiser la continuité des soins de 8h à 20h et d'améliorer la prise en charge des patients atteints des maladies chroniques.
- La Région attribue des aides aux étudiants qui réalisent leurs stages de médecine générale dans les zones déficitaires (aide au logement et/ou au déplacement). Cette aide permet de familiariser les étudiants à l'exercice de la médecine générale en milieu rural, si possible au sein de PSLA, pour leur donner envie d'y exercer par la suite.

Les Pôles de Santé Libéraux Ambulatoires

A ce jour, la Région a contribué à **l'ouverture de 6 pôles de santé** : Orbec, Caen, Villedieu-les-Poêles, Saint-James, Gacé, Moulins-la-Marche. Elle accompagne également la vingtaine de pôles en projet. D'autres projets soutenus à Isigny-sur-Mer, Carentan, L'Aigle (avec une antenne à Moulins-la-Marche), Mortagne-au-Perche, La Ferté-Macé (etc.) devraient se concrétiser prochainement. On remarquera qu'un nombre conséquent de projets ont pris ou prennent corps dans l'Orne et dans la Manche, départements les plus affectés (en tout ou partie) par les problèmes de sous-densité médicale et d'auxiliaires de santé.

Au total cela représente 35 pôles en fonctionnement ou en maturation.

1.4.1 La filière gériatrique au CHU de Caen

Le Département **Filière gériatrique du CHU de Caen**, intégré au Pôle Médecine de Spécialités SSR, accueille et prend en charge des sujets âgés en provenance du service des Urgences Médicales du CHU, de leur domicile, ou d'un Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), à la demande du médecin traitant ou de consultations gériatriques. Il comprend les unités de court séjour gériatrique, l'unité mobile de gériatrie et l'USLD/EHPAD.

Les patients admis en gériatrie sont des patients de 75 ans et plus, se caractérisant par la coexistence de plusieurs pathologies chroniques invalidantes à l'origine d'une dépendance physique et/ou psychique ou par l'intrication fréquente des pathologies neuro-dégénératives et somatiques ou encore par des symptômes fréquents dans le vieillissement ne correspondant pas à des pathologies classiques.

Activité

Il s'agit d'une activité soit non programmée (admission en urgence) soit programmée (entrée directe ou après consultation externe) :

- Diagnostic et traitement : de pathologies aiguës diverses (infection, accident vasculaire cérébral, etc.) et/ou chroniques décompensées (insuffisance cardiaque, respiratoire, démence, etc.) et souvent associées (polypathologie).
- Orientation diagnostique et prise en charge : de syndromes qualifiés gériatriques car fréquents chez le sujet âgé comme une dénutrition, une perte d'autonomie, une fièvre prolongée, des malaises, des chutes, des troubles de la mémoire ou du comportement...
- Evaluation gériatrique médico-psycho-sociale (autonomie, nutrition, dépression, cognitif, etc.) : dans un but diagnostique et préventif, afin de définir un projet de soins et de vie adapté : retour à domicile avec aides, admission dans un établissement de soins pour personnes âgées (Soins de Suite, EHPAD, Unités de Soins de Longue Durée) impliquant le patient lui-même, sa famille, le service social du CHU et le médecin traitant.
- Consultations externes de suivi diagnostique et thérapeutique, d'évaluation et d'orientation gérontologique.

1.5 Une recherche centrée sur le vieillissement

Une stratégie inscrite dans cette thématique au niveau des laboratoires publics : Innovations biomédicales, e-Santé, santé publique, société.

3 axes concernant 20 équipes de recherche dont 8 CNRS et 4 Inserm :

- **Stratégies thérapeutiques** : outils et produits de diagnostic/pronostic et de suivi d'efficacité thérapeutique. Développement de radiopharmaceutiques pour l'imagerie TEP.
- **Impact sociétal des innovations biomédicales** : efficience et équité des Services de Santé et de l'organisation des soins, évaluations médico-économiques, inégalités sociales de santé.
- **e-Santé et domotique** : développement de capteurs, d'infrastructures et évaluation. Aide à la décision et assistance en santé et domotique, développement de logiciels de diagnostic/pronostic par traitement et analyse de données images. Fouille de données biomédicales et surveillance épidémiologique.

Il existe un ensemble de plateformes technologiques biologiques, précliniques et cliniques (chimiothèque, chemoinformatique, chemo-biologie, plateau de criblage à haut débit par impédancemétrie, production radiopharmaceutique, imagerie multimodale, animalerie centrale sur site) à proximité d'unités cliniques de recherche cliniques labellisées sans équivalent en France.

1.6 Des formations dédiées Silver Economie en Basse-Normandie

L'augmentation anticipée du niveau de dépendance des personnes âgées exige une professionnalisation accrue des intervenants pour le maintien à domicile.

Face à ces exigences, le déficit des formations qualifiantes, notamment pour les aidants peu diplômés est flagrant. En effet, on estime que seuls 18% des aides à domicile ont une qualification sanctionnée par un diplôme professionnel (Cour des comptes). Ceci tient au fait que le secteur de l'aide à domicile constitue souvent un point d'entrée sur le marché du travail pour des personnes non diplômées : en 1999, la proportion des titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'aide à domicile (CAFAD), diplôme de niveau V, était de 9% dans les structures associatives et de 11 % dans les CCAS, 48% des aides à domicile n'ayant aucune formation. Aucune qualification n'étant exigée, la formation initiale dans ce secteur est donc peu développée.

Face à ce constat, la Basse-Normandie a souhaité encourager et promouvoir la création de formations spécifiques afin de répondre aux besoins de professionnalisation de la filière Silver Economie. Ainsi, compte-elle actuellement 13 organismes de formations dédiés et s'inscrit dans un processus visant à en augmenter le nombre. Celles-ci sont présentées ci-dessous de manière non exhaustive.

L'IRSAP est le premier centre de formation par apprentissage – CFA – dédié aux services à la personne depuis septembre 2002, initié par la Chambre des Commerces d'Alençon et la Fédération des Services aux Particuliers. Dans ce cadre il prépare à des diplômes nationaux des jeunes et adultes aux métiers des services à domicile et de management des entreprises des SAP.

Les diplômes proposés par l'IRSAP :

- Mention Complémentaire d'Aide à Domicile MCAD (niveau V)
- Bac professionnel : Accompagnement Soins Services à la Personne (3 ans)
- Bachelor : Responsable d'activité Management général des Service à la Personne (niveau II)
- ADVF (Assistante de vie aux Familles)

Riche d'une expérience absolument unique en France, 10 promotions sont sorties du CFA avec **d'excellents taux de réussite aux examens (96% en 2011) et 70% d'insertion professionnelle.**

Les clés de ce succès sont les suivantes :

- Une pédagogie, en particulier le tutorat, originale et innovante mais adaptée, a été élaborée par l'IRSAP pour tenir compte des spécificités du secteur.
 - Le CFA a mis au point des outils spécifiques de suivi et de formation des jeunes avec l'Environnement Numérique de Travail (plateforme de formation à distance et suivi scolaire sur internet).
1. Une équipe pédagogique composée de professionnels qui apportent leurs savoir-faire et savoir-être issus de leurs expériences vécues au quotidien.

Les réalisations en 2012 :

- Construction et emménagement dans un nouveau CFA (900 m²)
- Construction d'une Maison Domotique d'Application pédagogique
- Rapprochement du Groupe ISF pour développer la formation professionnelle continue des salariés
- Retour aux indicateurs de gestion préconisés par la région

Outre l'IRSAP, **la Basse-Normandie est riche d'une véritable filière de formation « services à la personne »** qui se caractérise par une offre préparant à une grande diversité de métiers et de qualifications (du CAP à la Licence):

- de niveau V (DE AMP/ DEAVS/ CAPA services en milieu rural) extrêmement déployée sur l'ensemble des territoires en réponse à des besoins de proximité,
- de niveau IV (BAC PRO Accompagnement-Soins services aux personnes option aide à domicile/ BAC PRO services aux personnes et aux territoires) pour former de futurs professionnels ayant des compétences pour travailler auprès des familles,
- de niveaux III, II (DUT carrières sociales option services à la personne, BTSA services en espace rural, BTS service & prestations sanitaires et sociales) et une Licence Professionnelle intervention sociale, spécialité directeur de structures de services à la personne.

Des spécificités : **l'engagement de la Région, du Rectorat, de la DRAAF et de l'Université avec les branches professionnelles pour développer cette filière de formation :**

- ⇒ suite à l'ouverture, par le groupe Korian, d'une Unité d'hébergement renforcée, pour accueillir des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée, dans le Mortainais, la Région, le Rectorat et la communauté de communes du Mortainais ont décidé d'ouvrir un pôle de formations médico-sociales à proximité de l'établissement ;
- ⇒ la présence d'un CFA de services à la personne, l'Institut Régional de Services à la Personne basé à Alençon, rattaché à la branche professionnelle des services à la personne. Ce CFA propose des formations par alternance (apprentissage et contrat de professionnalisation), la mention complémentaire aide à la personne, le BAC PRO accompagnement soins et services à la personne option à domicile, le bachelier responsables d'activités option services à la personne ;
- ⇒ une forte demande de Validation des Acquis de l'Expérience afin d'obtenir les certifications en correspondance avec l'expérience professionnelle dans les services à la personne (plus de 140 salariés obtiennent, tous les ans, totalement ou partiellement un diplôme du secteur).

La formation des soignants

L'accroissement des effectifs de kinésithérapeutes en formation à l'Institut de Formation des Masseurs-Kinésithérapeute d'Alençon (de 40 à 80 étudiants par an) pourra contribuer à l'amélioration de l'offre de soins en la matière d'autant que cette structure de formation développe une politique active d'encouragement à l'installation en Basse-Normandie.

La Basse-Normandie présente un éventail de formations dans le domaine de la santé assez étendu : facultés de médecine et de pharmacie, école de sages-femmes pour ce qui concerne les professions médicales, instituts de formation pour les infirmières et leurs spécialités (IADE, IBODE, puéricultrice), pour les manipulateurs électroradiologistes, les masseurs-kinésithérapeutes, les ergothérapeutes, structures de formation pour les opticiens-lunetiers, les diététiciens nutritionnistes, les orthophonistes... pour ce qui concerne les professions d'auxiliaire de santé.

Enfin, un projet de pôle de formations santé doit, dès 2014, regrouper quelque **4 000 étudiants en formations médicales et paramédicales**.

1.7 Les initiatives remarquables

1.7.1 Normandy Living Lab

En 2007, le Pôle de compétitivité TES a obtenu le label de Living Lab par la Commission Européenne, dont l'un des axes concerne la e-santé.

La démarche de Living Lab est une solution structurante, pérenne et vertueuse pour le développement économique du territoire, attirer les regards et talents et conforter la place et l'utilité du pôle de compétitivité TES. En effet, le pôle de compétitivité TES et le Living Lab sont deux objets distincts et complémentaires dans l'environnement.

Le Living Lab est :

- Le réceptacle des expérimentations territorialisées.
- Doté de moyens pour déployer les expérimentations.
- Une méthodologie et accompagnement pour la mise en œuvre des pilotes.
- Pour les collectivités une garantie pour avoir les éléments objectifs pour passer des AO « en toute sérénité » avec des usages dotés d'un modèle économique validé.
- Un centre de communication, maîtrisé par les collectivités.

Dans le cadre de la Silver Economie, les usagers seront mobilisés pour réussir l'émergence et la transformation de projet en produits économiquement viables.

1.7.2 La Maison de la Domotique d'Application Pédagogique à Alençon

La **Maison de la Domotique d'Application Pédagogique** (MDAP) a été conçue d'après un cahier des charges élaboré par les 14 organismes de formation du Pays d'Alençon et entrera en fonctionnement en juillet 2013.

La MDAP est l'un des projets du programme « Leader du Pays d'Alençon », projet partenarial qui a vocation à réunir l'ensemble des acteurs du secteur sanitaire, social et services à la personne présents sur le territoire du Pays d'Alençon.

La MDAP d'Alençon est à l'interface des régions Basse-Normandie et Pays de la Loire est un équipement constitué :

- d'une **maison individuelle d'environ 120m²** capable d'accueillir en permanence les dernières technologies permettant le confort et le maintien à domicile d'une famille, de personnes âgées, de personnes handicapées ;
- d'un amphithéâtre de 70 places notamment équipé d'une **plate-forme de réception et de pilotage** à distance et d'un système de visio-conférence.

La MDAP et son amphithéâtre ont 3 objectifs :

- **Outil pédagogique** : 14 organismes de formation du pays d'Alençon seront utilisateurs : IRFA, IFRES, IUT Alençon CS, IRSAP, IRFSS la Croix Rouge Française, IPERIA (IFEFF-EPPEM), Via Formation, LGT Marguerite de Navarre, LPA de Sées, LP Maréchal Leclerc, MFR Alençon, Echangeur de Basse-Normandie, AFPA, Ecole CHIC Alençon-Mamers.
- **Outil laboratoire** : TechSAP Ouest, en favorisant l'émergence de nouveaux projets collaboratifs, mettra la MDAP à disposition des partenaires des différents projets innovants pour les phases de tests en living lab.
- **Outil de prévention et d'information** : Les prescripteurs organiseront des portes ouvertes, des rencontres professionnelles, des séminaires...

Les principaux financeurs du projet sont : l'Europe, les deux régions Basse-Normandie et Pays de la Loire, le Conseil Général de l'Orne, la Communauté Urbaine d'Alençon, l'IRSAP, la CCI d'Alençon, et pour 20% du budget, une trentaine d'industriels, d'employeurs SAP et d'associations publiques ou privées, par le biais de dons.

1.7.3 Normandie Incubation

Valoriser un projet ou le savoir-faire d'un laboratoire de recherche. Aider le porteur de projet à se transformer en chef d'entreprise innovante. Accompagner l'entrepreneur dans chaque innovation pour lui trouver des applications industrielles et sociétales en faisant émerger une nouvelle valeur pour les clients. C'est notre métier chez Normandie Incubation, l'incubateur d'entreprises de technologies innovantes de Basse-Normandie.

Mission

La mission de Normandie Incubation est de favoriser la création d'entreprises de technologies innovantes. Son métier est d'accueillir et d'accompagner des porteurs de projets et de transformer leur projet en entreprise viable et à fort potentiel. Ces innovations technologiques proviennent de projets issus de la recherche publique ou de projets en partenariat avec celle-ci. L'incubateur soutient également les projets d'innovations technologiques issus d'un essaimage industriel.

Performance

Normandie Incubation a bâti sa réputation sur les liens étroits entretenus avec le monde de la recherche publique et privée, comme en témoigne la présence parmi ses membres des grands groupes et l'ensemble des structures de recherche et d'enseignement supérieur de la Région.

Depuis sa création, l'incubateur a accompagné 70 projets. Plus de 45% de ces projets incubés ont été lauréats en catégorie "Emergence" du Concours du Ministère de la Création d'entreprises de technologies innovantes et 23% ont été lauréats en catégorie "Création-Développement". 80% des projets sortis de l'incubateur se sont transformés en entreprise. Le taux de survie à 5 ans de ces entreprises est de 82 %.

2– Un projet et des réalisations concrètes pour la Silver Economie

Notre projet vise à intégrer l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur avec un objectif très ambitieux puisqu'il s'agira d'améliorer la qualité du système public régional de santé, de surmonter les difficultés associées au vieillissement démographique, de proposer des solutions innovantes tout en maîtrisant les dépenses. Ainsi, l'ensemble des problématiques associées aux besoins des personnes dépendantes seront adressées : la sécurité, l'aide à la vie quotidienne, la prévention, le relationnel et la santé.

Dans ce contexte, les technologies et les solutions innovantes qui seront déployées dans ce projet n'ont pas vocation à remplacer les aidants et les familles mais bien de proposer des améliorations et des solutions alternatives à la situation actuelle afin de retarder le plus tardivement possible la mise en institution.

En conséquence, le projet s'articulera autour des grands axes suivants :

- ⇒ **Développer et porter vers le marché des solutions technologiques centrées sur la personne** : domotique, sécurisation du logement, télé-diagnostics, amélioration de l'offre médico-sociale,...
- ⇒ **Renforcer l'offre de formation** tant pour les personnes âgées, les personnels aidants que pour les salariés des entreprises offreuseuses de « solutions technologiques »
- ⇒ **Proposer des nouveaux modèles économiques** (offre/demande, distribution, plateforme de télé assistance,...) qui prennent en compte la triple dimension humaine, politique et économique de ce secteur.

Les grands objectifs visés par le projet sont les suivants :

- Améliorer les conditions de maintien de la personne âgées à domicile grâce à des capteurs non intrusif, peu onéreux et facilement utilisable, offrant des services variés,
- Domotique et habitat : équipement des EHPAD et logements existants et à venir,
- Lutte contre solitude : améliorer le lien social,
- Adapter l'habitat au handicap,
- Gestion, Détection Prévention de la Chute – principale cause d'hospitalisation des seniors,
- Lutter contre la désertification médicale en offrant des services de la téléconsultation, de la télé-expertise et de la télésurveillance, notamment via les Ehpads, PSLA...,
- Accompagner les créateurs et le développement des entreprises de la silver economy : professionnaliser les acteurs par la formation professionnelle.

Les projets concrets décrits dans ce chapitre sont portés par l'ensemble des acteurs de la Région Basse-Normandie impliqués dans la filière Silver Economy en conformité avec les préconisations remises récemment à Mme Delaunay et M. Montebourg et concourent à atteindre les objectifs cités plus haut.

2.1. L'habitat et les EHPAD de demain

Le Pôle de compétitivité TES

Bon nombre de projets voient le jour en Basse-Normandie autour de l'habitat à destination des séniors mais également autour de la construction des EHPAD de demain qui pallieront, grâce à l'intégration des TIC, les problèmes liés à la perte d'autonomie et à l'isolement. Ainsi, Normandie Aménagement, qui doit réaliser la construction d'un nouvel EHPAD à Caen, s'est rapprochée du **Pôle de compétitivité TES** afin de cerner les solutions technologiques proposées par les adhérents de ce dernier.

Outre les projets liés à la construction, le Pôle de compétitivité TES travaille actuellement à rassembler les prestataires de solutions et services dans le but de proposer une offre visant à équiper les domiciles plus anciens. En effet, la majorité des personnes âgées n'ont pas pour vocation à déménager vers un habitat déjà équipé mais à rester chez eux. Il convient alors de trouver des solutions acceptables au regard des travaux à engager ainsi que des investissements à consentir permettant à ces personnes d'adapter leur lieu de vie à leur perte d'autonomie.

Les Maisons France Confort

Depuis de nombreuses années **Maisons France Confort** (Alençon) inclut systématiquement à son offre une gamme « Maisons Sénior » et propose aujourd'hui 3 modèles pensés pour les Séniors, de 88 m² à 120 m² habitables.

Les grandes particularités du concept de la Maison Sénior reposent sur 4 points essentiels :

- ESPACES dédiés au confort de vie, maisons lumineuses, ouvertes sur l'extérieur,
- FONCTIONNALITE de ces espaces de vie, avec une accessibilité optimale
- ECONOMIE grâce aux faibles charges d'utilisation (maison RT 2012) et d'entretien,
- EVOLUTIVE pour tenir compte du vieillissement des personnes, avec possibilité d'aménager un espace indépendant, pour y recevoir familles, amis ou services d'aide à domicile.

Le Département de l'Orne

Le **Département de l'Orne**, dans le cadre de son schéma d'accompagnement des personnes âgées, a décidé un moratoire sur les créations de nouveaux lits jusqu'en 2014. Néanmoins, plusieurs créations de nouveaux établissements autorisées avant l'adoption du schéma donnent aujourd'hui lieu à des ouvertures de lits : en 2012, un nouvel EHPAD de 55 places a ainsi ouvert à Aube ; un EHPAD de 82 lits ouvrira dans les prochaines semaines sur la zone Ouest d'Alençon ; un établissement de 80 lits comprenant une unité pour personnes handicapées vieillissantes de 24 places ouvrira début 2014 à Putanges-Pont-Écrepin. Le **Conseil Général de l'Orne** a par ailleurs fortement subventionné les travaux pour la restructuration des maisons de retraite : plus de 30 M€ de subventions versées sur la période 2002-2013, pour un montant total de travaux qui dépasse 184 M€. Lors de sa session de juin 2011, il a approuvé un nouveau programme pour la période 2013-2017, doté de 10,7 M€, afin de poursuivre l'achèvement de ces restructurations.

La politique en faveur des personnes âgées doit, bien entendu, tenir compte des perspectives démographiques. Or, un accroissement de 29 % de la population des personnes de 60 ans et plus est attendu dans l'Orne sur la période 2005-2020. L'élaboration du nouveau schéma gérontologique, qui débutera en 2014 pour une adoption prévue en 2015 devra prendre en considération ces données, et adapter en conséquence l'offre d'hébergement. Une attention particulière devra aussi être portée aux secteurs géographiques en tension. Toutefois, il est peu réaliste, en l'état actuel des programmations de l'Agence régionale de santé, qui est l'autre financeur des EHPAD, d'envisager une reprise massive des créations de lits dans les années à venir. Aussi le maintien à domicile restera-t-il un enjeu important, via notamment les formules d'accueil de jour que le Département a décidé de soutenir dans le cadre de son nouveau règlement départemental d'aide sociale, en instituant une aide aux frais d'hébergement sous condition de ressources.

Il demeure qu'une réforme du financement de la dépendance, annoncée à plusieurs reprises par les pouvoirs publics mais tout aussi régulièrement différée, est indispensable pour régler le problème structurel de financement auquel notre Département comme les autres est exposé, et garantir la continuité des politiques en faveur de nos aînés.

2.2. Bien être et vie au domicile

MOTION : Plateforme TIC pour les seniors.

Le projet MOTION, porté par l'association Siel Bleu et sélectionné dans le programme européen de Recherche et Développement du call 5 AAL destiné aux seniors (www.aal-europe.eu/call-5), vise à développer une plateforme TIC (technologies de l'information et de la communication) permettant la réalisation à distance de séances collectives d'activités physiques adaptées pour seniors par petits groupes de quatre personnes, chacune étant située dans son habitat mais connectées dans la même séance dirigée à distance par un chargé de prévention. Le projet développera également des pistes de recherche exploratoires dont l'objectif sera la prise en compte en direct de l'état physique et physiologique des personnes.
Ce projet est labellisé par le pôle de compétitivité TES.

TYPTOP : Une approche de formation adaptée aux nouvelles technologies durables.

Dans le cadre du département e-santé & domotique, notamment dans sa mission de maintien à domicile les personnes dépendantes, le projet TYPTOP permettra d'accompagner les populations concernées dans les étapes de sensibilisation et d'adoption du programme, afin d'adapter l'offre aux attentes des différentes populations.
Ce projet est labellisé par le pôle de compétitivité TES.

2.3. Les Services à la Personne

D'après les projections du Centre d'Analyse Stratégique et les études sectorielles officielles, à horizon 2020 :

- ⇒ Le seul effet du prolongement des évolutions démographiques récentes pourrait accroître de **10% le nombre de ménages ayant recours aux SAP**, la plus forte augmentation ayant lieu dans le Calvados. Cette évolution est liée à la progression du nombre de ménages dont le chef de famille est âgé de plus de 75 ans.
- ⇒ Les ménages continueraient de recourir très fortement aux services d'aide à la vie quotidienne (+14% dans le Calvados, +10% en Manche, +9% dans l'Orne).
- ⇒ L'aide aux personnes âgées, dépendantes ou handicapées serait en forte croissance dans le Calvados (+16%), dans la Manche (+13%) et dans l'Orne (+10%).
- ⇒ Les services à la famille diminueraient dans la Manche et l'Orne, et seraient stables dans le Calvados.
- ⇒ Les SAP sont porteurs d'un enjeu économique important dans un contexte de soutien de l'emploi.

EQUIPAGE : Assistance & bouquet de services à destination des professionnels et des bénéficiaires de la prise en charge sanitaire au domicile.

Le projet Equip'Age vise à mettre en œuvre l'ensemble des échanges nécessaires à la coordination et à la communication électronique entre les différents acteurs de l'hospitalisation, des soins et de l'aide à domicile, des personnes âgées et leurs proches dans le cadre d'une prise en charge classique mais aussi dans la gestion de l'urgence médicale.

Cette normalisation des échanges et ce nouvel accès à l'information offriront de nouveaux services à l'ensemble des usagers et des acteurs du secteur mais aussi une optimisation de la prise en charge du maintien à domicile en conjuguant le confort du bénéficiaire et l'optimisation financière de sa prise en charge.

Equip'Age proposera des solutions électroniques communicantes entre ces acteurs, et se propose d'installer au domicile des personnes âgées un « device » de type tablette, qui centralisera l'ensemble de ces échanges. De plus, de façon additionnelle et sur demande du HAD (Service d'Hospitalisation A Domicile), des équipements automatiques d'analyse médicale (poids, tension,...) communiqueront avec cette interface et à une plateforme centrale de gestion des données offrant la centralisation de ces informations sur le S.I. (Système Informatique) du demandeur.

Ce projet est labellisé par le pôle de compétitivité TES.

ADAGE : Bouquet de services à destination des professionnels et des bénéficiaires de la prise en charge sanitaire à domicile.

ADAGE est un bouquet de services à destination des professionnels et des bénéficiaires de la prise en charge sanitaire à domicile: il constitue une des réponses à la coordination et à l'amélioration des liens entre personnes aidées, professionnels et familles ou proches. Supporté par des acteurs majeurs de ce secteur, le projet ADAGE se propose d'autoriser et de normaliser l'ensemble de ces échanges en vue d'offrir de nouveaux services à l'ensemble des acteurs et bénéficiaires de ces prestations.

Ce projet est labellisé par le pôle de compétitivité TES.

2.4. Numérique

Le chantier de déploiement de la fibre optique dans le Calvados s'effectue en plusieurs phases. La première a commencé en février 2012 et va se dérouler jusqu'en 2016. En quatre ans, 180 000 prises optiques seront rendues raccordables au réseau Fibre Calvados, la fibre étant déployée à proximité immédiate des habitations. Cela équivaut à 76 % des logements hors agglomération de Caen. Au-delà de ce premier objectif très ambitieux, des phases de déploiement supplémentaires permettront d'atteindre progressivement une couverture complète du territoire. Le chantier se terminera au plus tard en 2030.

Le développement économique de la Manche passe par le raccordement de ses habitants et entreprises à la fibre optique. En 15 ans, Manche Numérique (*Syndicat mixte créé à l'initiative du conseil général de la Manche et des communautés de communes ayant pour compétence l'aménagement numérique du territoire et l'assistance à l'informatique de gestion*) espère ainsi couvrir la totalité du territoire en haut débit.

Le développement des TIC et de la domotique ainsi que le besoin croissant de remonter des informations directement depuis le domicile a incité le département de l'Orne à mettre en place un plan très haut débit ambitieux de 40 Millions d'€ qui sera réalisé entre 2014 et 2020. La charge directe du Conseil Général de l'Orne sera de 1 à 1,5 M€ par an. Trois axes ont été définis : La montée en débit, Les sites prioritaires et la fibre à l'habitant. A ce titre, 4 plaques FTTH (Fiber To The Home) seront opérationnelles en 2014 : Flers, Alençon, Argentan et L'Aigle. Un engagement de desserte en fibre optique est pris pour 75% des foyers à partir de 2020.

2.5. Des projets pour la santé de nos aînés

SCAD : Suivi Clinique A Domicile

Le service SCAD a pour but de permettre par l'éducation thérapeutique de réduire l'incidence des maladies chroniques. Ce dispositif n'est pas un outil de gestion de l'urgence médicale, il permet l'éducation et le suivi du patient afin d'éviter des complications. A ce jour, le service de Suivi Clinique A Domicile, est déployé pour l'éducation thérapeutique des patients souffrant d'insuffisance cardiaque et pour la réadaptation cardiaque. Tout type de patient souffrant de maladies chroniques est concerné par le projet. L'infrastructure mise en place devrait permettre le suivi de 600 à 800 patients par an sur une base continue dans toute la région.

Ce projet est soutenu par l'Association APRIC.

BUL : Boîtier Unique de Liaison

L'objectif du programme est de créer un environnement matériel à domicile qui améliore les conditions de vie des seniors. Le Boîtier Unique de Liaison a pour objectif de collecter et stocker des données au domicile, puis de les restituer à des interlocuteurs préalablement identifiés d'une part et de centraliser le pilotage de la maison (domotique) d'autre part. Le projet comportera 3 phases : *Développement technique et prototype*, tests au sein de la maison domotique d'Application pédagogique et Etat de l'art/communication.

Ce projet est soutenu par TechSAP Ouest.

Serious game formation « aide à la personne »

L'objectif est de développer une application informatique dédiée à l'apprentissage des bonnes pratiques en termes d'assistance et d'aide à la personne. Cet outil basé sur la technologie et les fonctionnalités d'un serious game devra proposer une base visuelle 3D représentant les espaces intérieurs et les équipements constituant la MDAP d'Alençon. Cet outil permettra à la personne formée de jouer de façon autonome, des scénarii développant des protocoles d'aide et d'assistance auprès de personnes plus ou moins dépendantes. L'apprenant pourra s'auto-évaluer et l'équipe de formation pourra à travers cette application suivre les niveaux d'acquisition de chaque élève et étudiant, visionner et commenter le travail d'apprentissage réalisé. Le serious game devra pouvoir à partir d'une base constituée, intégrer régulièrement de nouveaux thèmes d'apprentissage.

Ce projet est soutenu par TechSAP Ouest.

CIRDO

CIRDO Recherche industrielle est un projet visant à mettre au point, un « Compagnon Intelligent Réagissant au Doigt et à l'Oeil », qui représente un produit de télé-lien social augmenté et automatisé par l'intégration de services innovants (reconnaissance automatique de la parole, analyse de situations (scènes) dans un environnement complexe non contrôlé). Le projet a pour but de favoriser l'autonomie et la prise en charge par les aidants, des patients atteints de maladies chroniques ou de la maladie Alzheimer ou apparentées. Impliquant des experts du domaine des sciences sociales, ce projet permettra la validation de technologies génériques, une évaluation psychologique et ergonomique portant sur les usages des services développés (concernant l'utilité, l'utilisabilité et l'accessibilité, l'acceptation, les aspects éthiques, le modèle économique, ...) mais aussi des enquêtes critiques des connaissances acquises par les professionnels des services à la personne (SAP), qui seront ensuite transférées à l'ensemble du secteur. Le projet CIRDO Recherche industrielle est donc basé sur la solution e-Lio (télélien social, téléassistance), à laquelle s'ajoute un service de gestion nutritionnelle (télésurveillance) au travers de CIRDO Formation.

Ce projet est soutenu par TechSAP Ouest et labellisé par le pôle de compétitivité IMAGINOVE.

DOMOPLAIES : Projet inter-régional de prise en charge des plaies à distance, par la télémédecine.

Les régions Basse-Normandie et Languedoc-Roussillon portent ce projet commun de télémédecine qui s'appuie sur des solutions technologiques innovantes permettant téléconsultation, télé-assistance et télé-expertise pour la prise en charge et le suivi des plaies chroniques ou à retard de cicatrisation. Ce projet est l'un des cinq projets retenus par l'ASIP Santé lors de l'appel à projets «télémédecine 1 », volet 2. Le projet médical, défini par les équipes des réseaux d'assistance, consiste à la prise en charge des plaies via en Basse-Normandie l'association TELAP et dans le Languedoc-Roussillon l'Association CICAT-LR. Ces 2 réseaux ont identifié précisément leurs besoins en matière de télémédecine. La démarche inter-régionale de mise en œuvre de la télémédecine permettant une mutualisation des réflexions, des actions et facilitant une diffusion nationale à terme. L'objectif du projet en Basse-Normandie, est de suivre 700 patients par an, bénéficiant en moyenne de 5 actes de télémédecine par patient, soit environ 3 500 actes de télémédecine

Ce projet est labellisé par le pôle de compétitivité TES.

EPAT : Télémédecine en EHPAD

Le projet EPAT a pour ambition globale de créer un réseau de télémédecine entre des médecins spécialistes des hôpitaux ou cliniques privées et des patients en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (appelé EHPAD) ou Pôle de Santé Libéraux Ambulatoires (PSLA). Pour y parvenir le projet EPAT souhaite d'abord mener des expérimentations techniques, organisationnelles et économiques autour du déploiement des usages de la télémédecine pour les patients en EPHAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) sur le territoire de la Basse-Normandie. Ces expérimentations s'organiseront notamment autour de la création d'un espace régional de coordination de télémédecine dont le premier usage est la mise en place d'un réseau de Téléconsultation, de télé-expertise, de téléassistance et de télésurveillance au service des EHPAD et des PSLA. Seront mises en place des séances de téléconsultation (consultation à distance d'un patient resté dans l'établissement), de télé-expertise (présentation du dossier d'un patient à une équipe multidisciplinaire pour avis diagnostique et/ou thérapeutique (par exemple, avis sur des lésions dermatologiques complexes, bilan cardiologique préopératoire, consultation orthopédique pré ou post opératoire, avis de soins palliatifs en fin de vie), de téléassistance (par exemple réalisation d'échographie cardiaque et vasculaire en temps réel, la téléassistance à la prise en charge de plaies complexes ou de gestes techniques entre des EPHAD, des PSLA et des médecins spécialistes volontaires du territoire).

Ce projet est labellisé par le pôle de compétitivité TES.

Télé-AVC

Le projet TELE-AVC a pour objectif la demande d'avis en urgence dans le cadre de la prise en charge des Accidents Vasculaires Cérébraux en phase aigüe. Ce projet permettra de couvrir l'ensemble du territoire Bas-Normand de compétences en neurologie et ainsi d'améliorer la rapidité de prise en charge des AVC en phase aigüe, et les chances de guérison sans séquelles des patients. Ce dispositif va permettre la mise en relation à distance et en temps réel par téléconsultation, du médecin urgentiste en charge du patient au service des urgences, avec le neurologue de l'unité neuro-vasculaire (UNV) qui pourra l'assister dans le diagnostic (télé-expertise) et l'acte de thrombolyse (téléassistance). Les quatre Unités Neuro-Vasculaires (UNV) (Caen, Saint Lô, Cherbourg et Lisieux) seront équipées d'une console permettant l'accès sur une plateforme de télémédecine. Tout patient se présentant dans un service d'urgences avec des symptômes révélant une suspicion d'AVC pourra bénéficier de ce service. L'ARS Basse-Normandie dispose d'une enveloppe financière pour développer ce projet, grâce à des fonds accordés dans le cadre de la circulaire relative aux d'actions en faveur de la mise en œuvre de la télémédecine dans le cadre du plan AVC.

2.6. Une plateforme d'échanges : Le GCS Télésanté

En Basse-Normandie, le groupement de coopération sanitaire (GCS) Télésanté Basse-Normandie (TSBN) accompagne le développement des projets de télésanté, en lien avec les institutions nationales et régionales compétentes dans le domaine de la santé, de la télémédecine et des systèmes d'information de santé.

Créé en novembre 2009, TSBN fédère l'ensemble des acteurs sanitaires et médicosociaux. Il compte parmi ses membres des établissements publics et privés de santé, des associations représentatives des professionnels de santé libéraux, des centres de soins infirmiers, des réseaux de santé, des établissements médicosociaux, etc. Il existe aujourd'hui une structure similaire dans chaque région.

Les missions de TSBN consistent à mettre en œuvre les stratégies nationales et régionales, à proposer et promouvoir des actions innovantes, à accompagner ses membres dans la réalisation de leurs projets et à diffuser de l'information sur la télésanté.

Concrètement, il s'agit de :

- la création d'un espace numérique régional de santé (ENRS) en Basse-Normandie ;
- la mutualisation des moyens humains et techniques, des savoir-faire et des compétences pour créer et gérer cet espace ;
- la contribution à la mise en œuvre des systèmes d'information utilisés par ses membres dans la gestion des prises en charge des patients et des consultants ;
- le dépôt, auprès des autorités compétentes, de tout dossier d'autorisation, de financement ou de subvention.

2.7. Amplifier l'effort de formation

Afin de répondre aux nouveaux besoins du marché de la Silver Economy, la Basse-Normandie accentue son offre de formation à travers les cursus suivants :

- **Diplômes en projet :**
 - CAP responsable de secteur en Services à la Personne (acquisition de titre CCI Elbeuf) ;
 - BTS Economique Social, familial (CRBN).
- **Projets 2013 :**
 - Ouverture de la MDAP (1^{er} semestre 2013) ;
 - Développement de la formation hors-murs avec des partenaires régionaux ;
 - Elargissement de l'offre de formation à des secteurs périphériques : domotique, téléassistance, sécurité, hygiène des locaux.

2.8. Détecter les chutes

Le principal risque encouru lors de la marche est la chute, particulièrement fréquente chez la personne âgée. Ces personnes ont en effet souvent des difficultés à gérer parallèlement leur stabilité posturale et d'autres situations nécessitant des ressources attentionnelles. Ces processus attentionnels se détériorant avec l'âge, la stabilité posturale peut se trouver altérée dans des situations de forte sollicitation des ressources attentionnelles. La plupart des projets portant sur la déambulation se centrera donc sur cette population pour laquelle (i) les risques de chute pourraient se trouver augmentés en raison d'une diminution globale des capacités fonctionnelles, de la prise de médicaments ou des fluctuations liées à l'heure de la journée et (ii) les conséquences pourraient être aggravées, en raison de troubles cognitifs et/ou de fragilité osseuse.

Physiopathologie des troubles de la déambulation

Les 2 projets de recherche dans ce domaine sont centrés sur l'identification et l'évaluation des risques associés à la déambulation dans des déplacements de la vie quotidienne. Le premier projet vise à caractériser le niveau cognitif global de personnes âgées ayant chuté ou présentant des risques de chute, tandis que le second projet s'attache à évaluer l'impact de la prise de médicaments sur le comportement du piéton âgé.

AT-chute – Attention aux chutes !!

Ces recherches ont essentiellement pour but de tester l'hypothèse d'un rôle majeur des troubles cognitifs dans les chutes graves tout en précisant ceux qui joueraient un rôle prédominant et qui seront donc à cibler dans les programmes de prévention que nous développerons ultérieurement. Trois approches complémentaires se déroulant à proximité des patients et permettant d'établir des ponts entre recherche fondamentale et recherche clinique sont envisagées. Une première étude portera sur les chutes avec fracture dont est victime près de la moitié des chuteurs de plus de 65 ans. La plupart de ces fractures se produisant chez des sujets n'ayant pas de fragilité osseuse, un grand nombre de chutes avec fracture pourrait s'expliquer par la présence de troubles cognitifs. Nous testerons cette hypothèse chez 200 sujets victimes d'une fracture des membres supérieur ou inférieur suite à une chute, qui seront recrutés grâce aux filières « ostéoporose » des CHU de Caen et de Rouen mises en place en 2003. Ces patients, dont le suivi médical comportera notamment un examen de densité minérale osseuse seront comparés à 200 témoins et seront soumis à une étude approfondie des fonctions cognitives, à des tests d'équilibre, à une évaluation des stratégies de passage d'obstacles en condition de double-tâche et à diverses autres mesures biologiques et fonctionnelles. Un suivi des chutes et des traitements médicamenteux sera réalisé sur 2 ans. En accord avec nos hypothèses, des résultats préliminaires obtenus chez 18 patients victimes de chutes avec fractures de plus de 50 ans montrent notamment que le nombre de sujets avec troubles cognitifs mais sans ostéoporose est plus élevé que le nombre de sujets ostéoporotiques sans trouble cognitif. Une deuxième étude, prospective, consistera à évaluer les troubles cognitifs et la survenue des chutes dans une population hautement susceptible d'être touchée par une fracture du col du fémur (femmes de plus de 75 ans), avec un suivi sur 2 ans. Ces femmes, au nombre de 130, seront réparties en 3 groupes en fonction de leur capacité d'équilibre et de marche (normale, légèrement réduite ou faible) et certaines d'entre elles dont l'équilibre et la marche sont légèrement réduites participeront à un programme de prévention des chutes (extension locale du programme Ossébo, réalisée avec le soutien et la

collaboration des responsables de cette étude nationale ; voir projet 3). Enfin, une 3ème étude sera réalisée chez les personnes âgées venant consulter ou hospitalisées pour chutes répétées dans le service de Gériatrie du CHU de Caen. Celles ayant un niveau cognitif global suffisant pour envisager ultérieurement des ateliers à visée préventive leur permettant de conserver leur autonomie (MMS > 20) se verront proposer un bilan neuropsychologique détaillé associé à des tests de contrôle postural en condition de double-tâche.

En vue de ces études et des études ultérieures dans le domaine des chutes, plusieurs filières de recrutement, autres que la filière ostéoporose, seront mises en place : 1) une filière de « chuteurs non fracturés », notamment pour le recrutement des témoins de l'étude 1, via les mêmes services hospitaliers que ceux utilisés pour la filière ostéoporose ; 2) une filière de chuteurs fragiles (score ISAR > 2) ≥ 75 ans via les consultations de l'équipe mobile de gériatrie, notamment en vue de l'étude 3 ; et 3) des filières de chuteurs identiques dans les différents CHU du G4 (Lille Amiens, Caen, Rouen), dans le cadre du pôle inter-régional de gérontologie, en vue de protocoles de recherche inter-régionaux.

HYPCOPIA - Prise de médicaments et comportement du piéton âgé.

Ce projet s'intègre dans le programme de recherche « PISTES » soutenu et financé par la FSR (Fondation Sécurité Routière) dont l'objet est de réduire le nombre de piétons victimes d'accidents lors de la traversée de rue et plus particulièrement des piétons âgés. Dans ce cadre général, le projet « HYPCOPIA » a pour objectif de valider un simulateur d'environnements de traversée de rue afin d'évaluer les effets des médicaments sur le comportement de traversée de rue. Seront évalués dans un premier temps les effets des hypnotiques sur les capacités de traversées de rue et les risques associés à ces traversées chez des piétons âgés. Seront également évaluées les fonctions cognitives, motrices et sensorielles du piéton âgé, et plus spécifiquement les capacités d'attention spatiale et de prise d'informations visuelles afin de comprendre les mécanismes par lesquels les accidents de piétons peuvent survenir. Les développements réalisés au cours de ce projet pourront ensuite être appliqués à la réhabilitation physique et cognitive de certaines pathologies.

Prévention et Réhabilitation par l'activité physique des troubles de la mobilité liés au vieillissement

Le vieillissement est caractérisé notamment par une diminution des capacités sensori-motrices et cognitives. Ces altérations fonctionnelles sont des facteurs de risque de chute chez la personne âgée. C'est pourquoi, les recherches visant leur prévention se sont multipliées et sont devenues une priorité dans de nombreux pays depuis les années 90. Des programmes centrés sur l'activité physique, faisant partie des recommandations en matière de prévention, ont été mis en place mais l'efficacité des programmes qui ont jusqu'à présent été proposés est très controversée. Il semble cependant que l'activité physique est plus efficace si elle est composée d'exercices de renforcement musculaire et d'exercices centrés sur l'équilibre. Cette thématique de recherche s'inscrit dans cette logique d'évaluation des effets de différents programmes de réentraînement au travers de 3 projets.

OSSEBO : Prévention des chutes graves chez les femmes de plus de 75 ans.

Les femmes de plus de 75 ans constituent la population la plus touchée par les fractures du col du fémur. Dans le cadre du programme Ossébo, un programme national de l'AP-HP et de l'INSERM sur la préservation de l'équilibre et la prévention des chutes et des fractures – initié par P Dargent et B Cassou début 2008 et recouvrant déjà 15 villes de France -, nous testerons l'effet de séances hebdomadaires d'exercices d'équilibre sur la prévention des chutes. A Caen, après un premier bilan d'équilibre et de la marche réalisé chez près de 170 personnes, une trentaine de femmes dont l'équilibre et la marche ont été classifiés comme étant de qualité moyenne ont été inclus dans le protocole ; la moitié participera à des ateliers d'équilibre encadrés par l'Association Ciel Bleu pendant 2 ans, l'autre moitié servant de groupe contrôle. Ces 30 femmes seront suivies pendant 2 ans, avec un calendrier des chutes à remplir quotidiennement et un nouveau bilan d'équilibre effectué tous les ans.

ELECT'ribe musculaire : Equilibre postural et renforcement musculaire.

Le maintien de l'autonomie et la prévention des chutes chez les personnes âgées sont dépendants de la capacité à préserver la fonctionnalité des systèmes impliqués dans la locomotion et dans l'équilibre. Le système musculaire est altéré par le vieillissement aussi bien au niveau des facteurs centraux que périphériques. Cette altération se caractérise principalement par une diminution de la masse musculaire associée à une diminution des capacités fonctionnelles. L'objectif de ce projet est, sur une population de sujets chuteurs (i) de corréler les capacités d'équilibration et de maintien de la posture avec les capacités de force maximale des muscles mobilisateurs de la cheville et (ii) d'étudier les effets spécifiques d'un programme de renforcement musculaire à domicile, par électro-stimulation sur une période de 2 mois, sur les corrélations qui auront préalablement été mises en évidence.

Rehab'RnV : Restauration des rythmes circadiens chez la personne âgée par stimulation du système vestibulaire

Des études menées chez le rongeur ont montré qu'une centrifugation avait un effet sur la rythmicité circadienne de la température chez les animaux témoins mais pas chez ceux sans système vestibulaire, suggérant ainsi un lien entre le rythme circadien de la température et le système vestibulaire – et plus particulièrement le système otolithique. Par ailleurs, plusieurs études menées au sein de l'unité ont montré que la pratique d'une activité physique constituait une contre-mesure efficace à la diminution voire à la disparition de l'amplitude du rythme de la température associée à une altération du cycle veille-sommeil observées au cours du vieillissement. Cependant, on ignore si l'efficacité de l'activité physique comme synchroniseur de l'horloge biologique interne résulte de la mobilisation musculaire ou de la stimulation du système vestibulaire lors des mouvements. L'objectif de ce projet est d'étudier, chez la personne âgée, les effets d'un programme de stimulation régulière du système vestibulaire sur la rythmicité circadienne des rythmes biologiques. Les stimulations seront délivrées quotidiennement pendant un mois à l'aide d'un fauteuil rotatoire d'axe incliné (RAIG, permettant de stimuler l'ensemble du système vestibulaire – otolithes et canaux semi-circulaires) aux heures habituelles de l'acrophase de la température, c'est-à-dire en fin d'après-midi. Les rythmes étudiés seront ceux de la température - mesurée en continu à l'aide d'une pilule ingérable - et de l'activité motrice et de

l'alternance veille-sommeil par enregistrement actimétrique. En cas de réussite, ce projet pourrait aboutir à la mise au point d'un véritable programme de réhabilitation.

2.9. Aider les aidants

Selon la Charte européenne de l'aidant familial rédigée par la COFACE*, l'aidant familial ou bénévole est défini comme : « une personne qui vient en aide, à titre non professionnel, pour partie ou totalement, à une personne dépendante (âge, maladie, accident) de son entourage pour les activités de la vie quotidienne ».

Nous sommes tous concernés. Beaucoup d'entre nous ont été ou seront les « aidants familiaux ou bénévoles » d'un parent, d'un ami, d'un voisin... enfant ou adulte. Cette aide, qui est régulière, peut être prodiguée de façon permanente ou provisoire. Elle peut prendre plusieurs formes : soins, accompagnement à l'éducation et à la vie sociale, démarches administratives, vigilance permanente, soutien psychologique, activités domestiques, aide financière...

Selon une enquête HID-INSEE, la France compterait aujourd'hui près de **4 millions d'aidants**. Ce chiffre devrait progresser dans les années à venir avec l'allongement de la durée de vie des malades grâce aux progrès de la médecine et à l'accroissement de la population des seniors :

- **90%** d'entre eux sont des membres de la famille (conjoints 50%, enfants 30%).
- **60%** d'entre eux sont des femmes, mais les hommes sont de plus en plus concernés ainsi que les jeunes aidants.
- **63%** consacrent en moyenne 5 heures par jour à cette aide.
- **54%** des aidants préfèrent s'occuper eux-mêmes de la coordination et de l'organisation des soins et de la vie de leurs proches, plutôt que d'en confier la responsabilité à un professionnel.
- **46%** d'entre eux continuent à exercer une activité professionnelle.
- **76%** des aidants le sont depuis au moins 4 ans et 34% d'entre eux depuis au moins 10 ans.

Fort de ce constat, la Basse-Normandie souhaite intégrer dans ses démarches une initiative autour d'un Réseau social sécurisé pour aidants de personnes fragilisées par la maladie, le handicap et/ou le grand âge.

La Compagnie des Aidants deviendrait ainsi pour la Région Basse-Normandie :

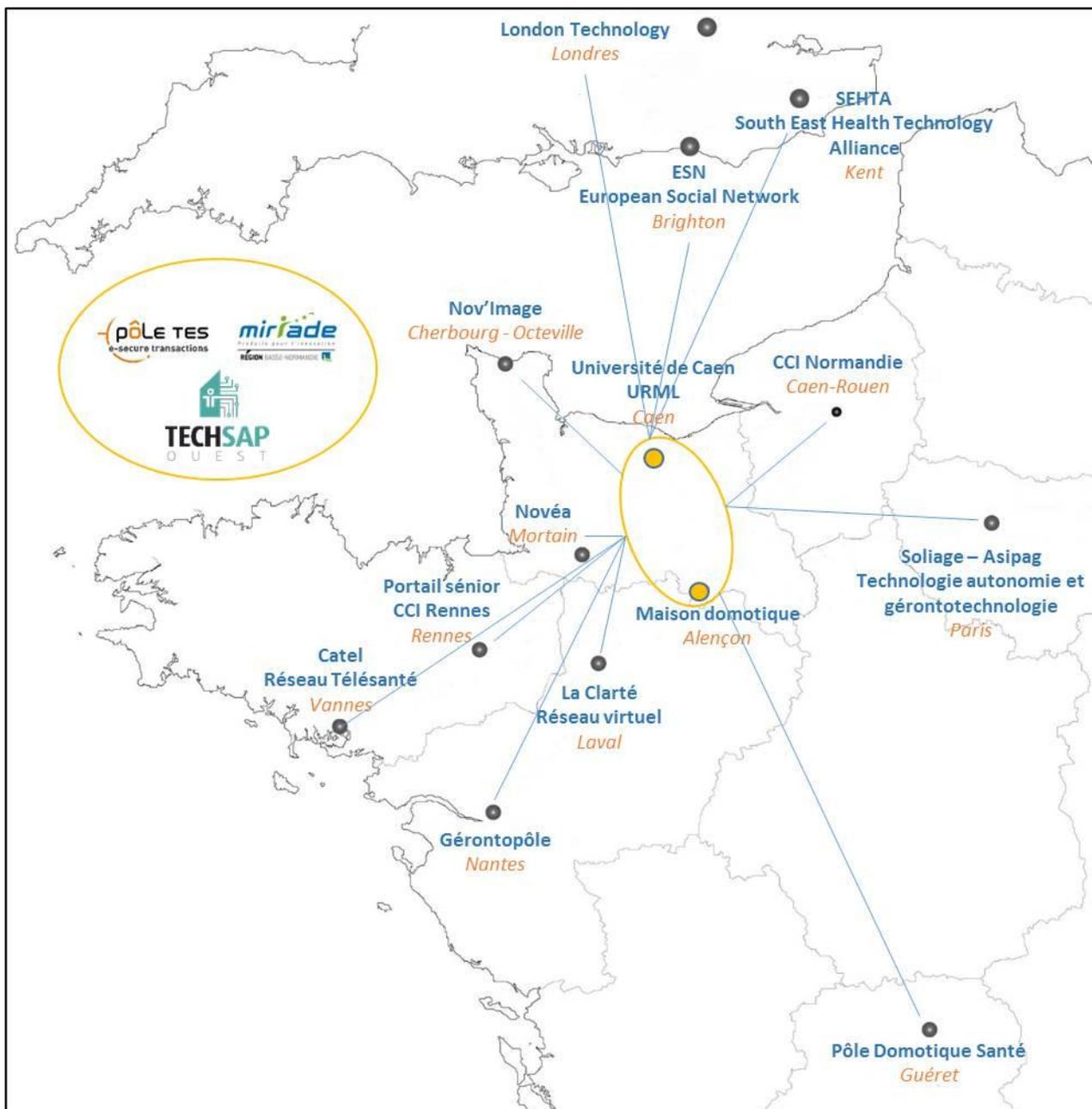
- Bourse d'échange de matériel, prêté, donné ou vendu, pour diminuer le coût du maintien à domicile.
- Annuaire des aidants
- Annuaire des bénévoles pour un coup de main ou de la compagnie, création de lien social et de lien intergénérationnel sur les territoires.
- Un accès pour les personnes fragilisées.

Ainsi doté de cet outil, la Région Basse-Normandie pourra :

- Offrir un nouveau service,
- Répondre aux difficultés des aidants,
- Continuer votre démarche d'accompagnement des personnes fragilisées,
- Utiliser un outil innovant,
- Bénéficier de solutions alternatives,
- Diminuer le coût du maintien à domicile,
- Créer un lien privilégié avec les bénéficiaires
- S'appuyer sur un réseau de bénévoles
- Valoriser les gérontechnologies



3 – Nos partenaires soudés autour du projet



3.1 La MIRIADE

La **Mission Régionale pour l'Innovation et l'Action de Développement Économique** (MIRIADE) de la Région Basse-Normandie est au service des entreprises et des acteurs de la recherche pour accompagner des projets innovants et améliorer la compétitivité du territoire. Créée en mars 2007, la MIRIADE est un Établissement Public Local (EPL) dont la gouvernance est confiée à un conseil d'administration composé d'élus et de professionnels de l'innovation.



Mission

Faire émerger et accompagner les projets innovants ou de développement des entreprises et des structures de R&D, de conseil et d'enseignement supérieur de Basse-Normandie.

Métiers

- Réaliser l'ingénierie financière des projets innovants des entreprises bas-normandes
- Financer les investissements immatériels des PME-PMI en conseil, études et R&D pour préparer des projets innovants ou de développement
- Valoriser les acteurs et les territoires en aidant au montage de projets collaboratifs entre les professionnels de la recherche et les acteurs économiques
- Renforcer l'attractivité territoriale et internationale de la région auprès des investisseurs et anticiper les mutations économiques
- Développer la présence de la Basse- Normandie dans des projets européens
- Participer à l'animation économique régionale et mettre en œuvre la Stratégie Régionale de l'Innovation

Elle se compose de deux pôles d'activité :

- **Pôle 1 : TERRITOIRES ET INTERNATIONAL**
 - ⇒ Coordination des acteurs régionaux de l'économie et de l'innovation
 - ⇒ Accompagnement des pôles et filières
 - ⇒ Détection et accompagnement d'investisseurs à l'international
 - ⇒ Veille stratégique
- **Pôle 2 : INGÉNIERIE DE PROJETS**
 - ⇒ Émergence de projets collaboratifs entre laboratoires et entreprises
 - ⇒ Ingénierie financière de projets innovants et européens
 - ⇒ Accompagnement des entreprises stratégiques
 - ⇒ Émergence de nouvelles filières
 - ⇒ Animation du Pôle de compétitivité Mer Bretagne en Basse-Normandie

Projets innovants

- ⇒ Détection et instruction des projets financés dans le cadre de la convention Oséo-Région.
- ⇒ Détection et accompagnement des projets collaboratifs régionaux ou internationaux.

Implusion Conseil

Subvention qui encourage les entreprises bas-normandes à recourir à des prestations de conseil ou de R&D pour préparer un projet innovant, créateur d'actif et d'emplois.

- ⇒ Les domaines d'intervention sont majoritairement fondés sur la stratégie d'entreprise, la R&D, la veille technologique et scientifique, le management des organisations et le développement à l'international.
- ⇒ L'Impulsion Conseil s'adresse aux PME-PMI implantées en Basse-Normandie ayant un effectif < 250 salariés et un CA < 50 M€.

Projets européens

Identification des programmes européens qui correspondent aux projets des entreprises et des laboratoires, recherche de partenaires européens et accompagnement jusqu'au dépôt du projet.

- ⇒ Montage de projets européens.
- ⇒ Construction de partenariats transfrontaliers.
- ⇒ Pilotage et partenariat de projets (ENERMAT, MEET, BRIDGE...).

Accompagnement de filières émergentes

- ⇒ Participation à la structuration de filières émergentes (Lin, éco-matériaux, EMR...).
- ⇒ Participation au dispositif régional (Société Publique Locale) piloté par les collectivités locales (Région Basse-Normandie, Département de la Manche et Communauté urbaine de Cherbourg).

Ingénierie et conseil

- ⇒ Accompagnement des projets d'entreprises : ingénierie et prescription des aides aux entreprises.
- ⇒ Conseil et mise en relation.
- ⇒ Suivi des entreprises stratégiques et mise en place de systèmes d'alertes sur les projets structurants ou sur les difficultés à venir.

Soutien aux pôles et filières

- ⇒ Trois chargés de mission de la MIRIADE contribuent spécifiquement à la coordination de la SOTRABAN et de NUCLÉOPOLIS et du PÔLE MER BRETAGNE dans le cadre de son ouverture territoriale à la Basse-Normandie.
- ⇒ Accompagnement des structures de gouvernance des pôles et filières pour faciliter les rencontres et pour bâtir collectivement de nouvelles stratégies de développement à l'international.
- ⇒ Animation technologique et scientifique.

Développement international

- ⇒ Renforcement de l'attractivité internationale de la Basse-Normandie et de l'internationalisation des pôles et filières.
- ⇒ Détection et accompagnement des projets d'investissements étrangers au niveau régional dans le cadre de la convention avec l'AFII (Agence Française des Investissements Internationaux).
- ⇒ Organisation et participation aux opérations de promotion à l'international des pôles, filières, clusters et groupements d'entreprises.

Concours de l'innovation

Dans le cadre de la Stratégie Régionale de l'Innovation (SRI).

- ⇒ Organisation du concours régional de l'innovation en partenariat avec les chefs de file départementaux (Synergia, Orne Développement, Forces 50). Le concours a pour objectif d'encourager l'innovation au sein des entreprises régionales, de valoriser les jeunes chercheurs et les équipes porteuses de projets, de promouvoir des produits et procédés ou services innovants. www.concours-innovation.fr
- ⇒ La MIRIADE organise en 2012, avec les partenaires du territoire, la première édition de la Quinzaine de l'innovation.

Veille stratégique

Afin d'anticiper les mutations économiques, la MIRIADE s'appuie sur un dispositif interne de veille et d'études. Cette compétence a pour objectif d'améliorer l'observation des réalités économiques et sociales, notamment la situation et l'environnement économique des entreprises, les évolutions technologiques et les opportunités de transfert de technologies.

Événements pour l'innovation et le développement économique

La MIRIADE propose un panel d'événements à mettre en œuvre avec ses partenaires régionaux en s'appuyant sur les compétences économiques régionales.

Collaborations entre industriels et chercheurs : PASSERELLES R&D, BTOB, NOW et FABRIQUES DE PROJETS.

Les PASSERELLES permettent aux participants de se rencontrer en tête-à-tête sur le modèle d'un speed dating organisé sur une unité de temps, d'espace et d'un thème déterminé.

Animation économique régionale

Cafés de l'économie, MIRIADE Cafés, Normandie Alliance, Concours de l'innovation, Quinzaine de l'innovation...

Les PASSERELLES présentent un bilan très positif : montage de thèses CIFRE ou cofinancées par des entreprises et la Région Basse-Normandie, projets Interreg, PCRD, projets collaboratifs, contacts commerciaux, prototypes, nouvelles adhésions pour les associations de filières et études stratégiques... En cinq années d'existence, la MIRIADE a organisé 30 PASSERELLES, 2 FABRIQUES DE PROJETS, 11 Cafés de l'économie, 2 conférences Normandie Alliance, 3 Forums de l'innovation, 3 MIRIADE Cafés, 1 Concours de l'innovation...

3.2 Le Pôle de compétitivité TES (Transactions Electroniques Sécurisées)

Présentation générale

Le pôle de compétitivité Transactions Electroniques Sécurisées (Pôle de compétitivité TES) anime et structure, dans la région Basse-Normandie, un espace majeur d'innovation et de compétences spécialisées dans la création, la mise au point et la production de produits et services autour des Transactions Electroniques Sécurisées.



Le pôle est adossé à « l'écosystème Régional », reconnu depuis longtemps internationalement et qui articule de manière féconde recherche - formation - industrie, acteurs publics et privés, dans des partenariats efficaces et créatifs de valeur en faveur de l'innovation.

Il participe ainsi au développement de l'économie, de la compétitivité des entreprises et de l'emploi, en utilisant les leviers de l'innovation, de la coopération et de la mutualisation. Le Pôle est aujourd'hui leader dans la mise en place de projets collaboratifs innovants sur des marchés en forte croissance.

Le Pôle Transactions Electroniques Sécurisées est à la fois :

- un tiers de confiance, fédérant autour de sa neutralité des entreprises – des laboratoires et des collectivités,
- une association gérant un nombre croissant de flux et de membres, tout en parvenant à conserver les atouts de sa « taille humaine » :
 - Indépendante de toute pression, au service de l'intérêt collectif pour un triple développement : territorial, sociétal et de la valeur ajoutée économique des TES (marchés),
 - Tournée vers l'avenir, active et reconnue sur son territoire normand, au service d'enjeux locaux,
 - Catalysant, accompagnant et promulguant un savoir-faire national d'excellence dans le domaine des TES, au service d'enjeux industriels et d'usages.

Le Pôle de compétitivité TES est un objet partagé entre les divers acteurs de l'environnement. Dans une dynamique partagée, il s'est fixé comme objectif de satisfaire les enjeux exprimés par chacun des acteurs.

Promesses du pôle envers les enjeux locaux

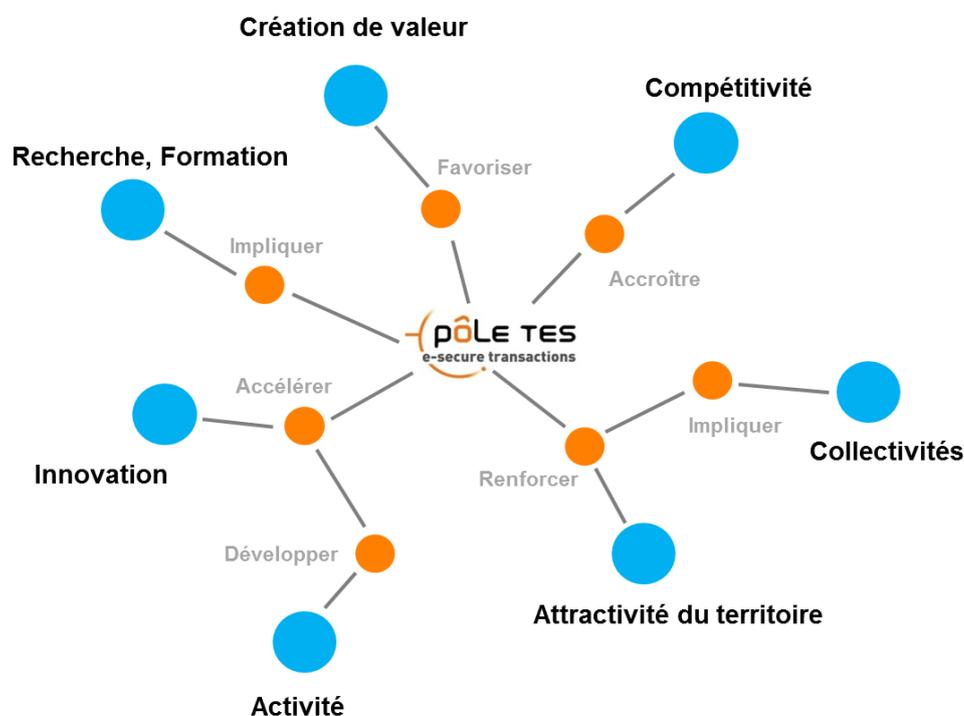
- Susciter l'innovation et le travail collaboratif parmi les acteurs normands du numérique,
- Révéler et accompagner le potentiel de croissance des entreprises normandes du numérique,
- Participer à la gouvernance et à l'animation de la filière numérique normande,
- Contribuer au développement économique et à l'attractivité du territoire normand, point de départ vers une extension nationale et européenne,
- Développer et maintenir sur le territoire des filières de formation de haut niveau.

Promesses du pôle envers les enjeux d'usage à vocation nationale et européenne

- Identifier les usages, actuels et futurs, associés aux TES et porteurs d'activités économiquement solvables,
- Rapprocher le besoin et l'offre, par la création de départements thématiques proches de l'usage : e-Santé, e-Collectivité, e-Tourisme et Moyens de Paiement,
- Simplifier les tests d'appropriation des nouveaux produits et services grâce au terrain d'expérimentation « Normandy Living Lab ».

Promesses du pôle envers les enjeux industriels

- Participer à l'accroissement de la compétitivité des entreprises, en suscitant l'innovation, le développement de savoir-faire ainsi que la culture de la coopération
- Veiller à la bonne adéquation des formations proposées au besoin des entreprises
- Favoriser les conditions qui permettent de transformer les idées en projets, puis les projets en produits et services
- Développer un écosystème pérenne d'entreprises, particulièrement de PME innovantes
- Porter des projets structurants liés aux TES, d'ambition au minimum nationales, associant les membres du pôle.



Situé sur un campus dédié aux technologies du numérique et de la mobilité, le Pôle de compétitivité Transactions Electroniques Sécurisées est inscrit dans un environnement complexe dans lequel les divers acteurs partagent des objectifs communs et mettent en œuvre des stratégies distinctes répondant à leurs propres enjeux.

En 8 ans, le Pôle de compétitivité TES a permis le montage de 127 projets représentant un effort de près de 411 millions d'euros d'investissements R&D.

Pour réaliser son objectif de création de valeurs (économique pour les entreprises, d'attractivité pour les territoires et d'usages pour les utilisateurs finaux) le Pôle de compétitivité TES s'est organisé en départements thématiques.

A ce jour, nous comptons 8 départements thématiques dont 5 orientés développement technologiques et industriels :

- Mobilité sans contact,
- Identité numérique & Sécurité,
- Solution de paiement,
- Machine to machine sécurisé,
- Micro-Electronique.

Et 3 orientés usages et nouveaux marchés :

- e-Santé & Domotique,
- e-Tourisme & culture,
- e-Collectivités & nouveaux services citoyens.

Chacun de ces départements est coordonné par un acteur reconnu du domaine et qui s'appuie sur un comité stratégique (composé d'acteurs techniques, de marché, de l'état, etc... recrutés par le coordinateur) et d'un chargé de projet.

Ces départements ont pour objectifs de faire émerger, de développer et d'expérimenter des nouvelles technologies ou usages répondant à des besoins et/ou enjeux de société et dans une visée de mise sur le marché à l'issue des pilotes en conditions réelles.

Pour réussir cette ambition, le Pôle de compétitivité TES s'appuie sur une communauté d'adhérents et de partenaires (plus de 100 membres du Pôle de compétitivité TES), répartie majoritairement sur la Normandie et l'Île de France.

Le département E-Santé



Département e-Santé & Domotique



A l'horizon 2040, 1,2 millions de personnes seront en situation de dépendance, les dépenses de santé représenteront alors près de 14% du PIB. Face à cette problématique, les technologies numériques offrent de véritables services efficaces, qualitatifs et économiques. Positionné sur cette thématique depuis plusieurs années, le Pôle a choisi de réunir des professionnels de la santé et des entreprises technologiques adhérentes pour développer des projets collaboratifs autour de solutions permettant notamment d'aider à la prise en charge de la dépendance et de retarder le placement en institution.

Le coordinateur, Jean-Pierre Blanchère est un médecin ayant exercé durant 35 ans en libéral et au CHU de Caen. Résolument tourné vers la télésanté, il a été responsable de l'unité de télémedecine du CHU de Caen pendant 15 ans et dirige aujourd'hui le réseau de télémedecine appliqué aux plaies (TELAP).

Les axes de recherche

- ⇒ Préparer les 60-75 ans à l'utilisation des nouvelles technologies pour un maintien à domicile le plus longtemps possible (Projet en lien également avec la monnaie complémentaire).
- ⇒ Solutions d'e-santé et domotique pour favoriser le maintien à domicile des personnes dépendantes : une étude, interne au Pôle auprès des professionnels de santé, a déterminé 4 programmes de recherche à soutenir :
 - Gestion, **Détection Prévention de la Chute.**
 - Améliorer les conditions de maintien de la personne âgées à domicile grâce à des capteurs non intrusif, peu onéreux et facilement utilisable, offrant des services variés : **variations de poids, gestion des repas, de la prise de médicaments, l'hygiène, gestion de la coordination des différents intervenants**
 - **Lutte contre solitude : améliorer le lien social (utilisation de la monnaie complémentaire)**
 - Adapter l'habitat au handicap : 2 forts partenariats (Maison Domotique et FFB)
- ⇒ Lutter contre la désertification médicale en offrant des services de la téléconsultation, de la télé-expertise et de la télésurveillance, notamment via les Ehpad, PSLA...
- ⇒ Domotique et habitat: équipement des EHPAD et logements existants et à venir.

3.3 TECH SAP Ouest

TECHSAP Ouest

TECHSAP Ouest est une association de filière loi 1901, créée en juin 2011, dont l'objet est le développement des nouvelles technologies dans le secteur des Services à la Personne (SAP). TECHSAP Ouest propose d'unir autour de projets collaboratifs marqués par le recours aux nouvelles technologies, à l'innovation et à la formation tous les acteurs du champ pour leur permettre d'appréhender les évolutions démographiques, économiques, sociales et culturelles que connaît la France (et le monde).



Les adhérents de TECHSAP Ouest, au nombre de 50 à ce jour, couvrent tous les secteurs de la Silver Economie et sont répartis en 6 catégories :

- Industrie et services aux structures
- Employeurs SAP
- Organismes de formation
- Sanitaire et médico-social
- Autres acteurs de la filière
- Membres associés.

TECHSAP Ouest s'appuie sur le site d'Alençon articulé autour d'une Maison Domotique d'Application Pédagogique (MDAP) et d'un amphithéâtre (investissement d'un montant de 1 million d'€), ainsi que de l'offre exceptionnelle de formations proposée par l'IRSAP (Institut Régional des Services à la Personne), seul CFA dédié aux services à la personne (montant de l'investissement : 1,7 million d'€). Ce complexe servira de moteur à l'action menée par l'association en devenant centre de formation, vitrine technologique, lieu de démonstration, d'évaluation des usages et de collaboration entre les différents acteurs du secteur.

L'Institut Régional des Services à IA Personne (IRSAP)

L'IRSAP est le premier centre de formation par apprentissage – CFA – dédié aux services à la personne depuis septembre 2002, initié par la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Alençon (CCIA) et la Fédération des Services aux Particuliers (FESP). Il prépare à des diplômes nationaux des jeunes et adultes aux métiers des services à domicile et de management des entreprises des SAP.

Le CFA des services à la personne est riche d'une expérience absolument unique en France : 10 promotions sont sorties du CFA avec d'excellents taux de réussite aux examens (96% en 2011) et 70% d'insertion professionnelle.

Le CFA a mis au point des outils spécifiques de suivi et de formation des jeunes avec l'Environnement Numérique de Travail :

- plateau technique unique composé de trois ateliers équipés, d'un simulateur de vieillissement,...

- plateforme de formation à distance et suivi scolaire sur internet.

Le Conseil Scientifique et Technique (CSE)

Le CSE est l'instance de conseil de l'IRSAP pour le pilotage de la MDAP. Cette instance réunit en transversalité des compétences scientifiques, techniques et éthiques. 21 membres sont répartis en 6 collèges :

- Collège formation
- Collège recherche et développement
- Collège médico-social
- Collège industries et technologies
- Collège prestataires
- Collège collectivités et établissements publics
- Collège utilisateurs.

Les missions du CSE sont les suivantes :

- Identifier et analyser les nouveautés techniques en s'appuyant sur les réseaux de ses membres ;
- Proposer un programme d'investissement (emplois et ressources) chaque année au 4ème trimestre à l'IRSAP ;
- Contribuer aux projets et expérimentations pilotées par TECHSAP Ouest, notamment en apportant un regard croisé scientifique et éthique ;
- Participer à la diffusion des meilleurs résultats obtenus par des actions de communication ;
- Prendre connaissance du bilan financier de fonctionnement de la MDAP communiqué par l'IRSAP une comptabilité analytique spécifique à la MDAP étant mise en place ;
- Rendre compte aux acteurs du Pays d'Alençon chaque année en établissant un rapport annuel d'activité;
- Pourvoir au remplacement de ses membres en veillant à l'équilibre des compétences ;
- Emettre des avis d'une façon générale.

Tous les membres du CSE s'engagent à mener une réflexion et agir dans le sens de l'intérêt général, en intégrant les nécessaires dimensions morales et humaines, avec discernement et en parfaite transversalité avec les préoccupations scientifiques, techniques et économiques.

Les projets collaboratifs

Les projets collaboratifs en cours à ce jour sont :

- CIRDO (Compagnon Intelligent qui Réagit au Doigt et à l'Oeil) financé par l'ANR
- BUL (Boîtier Unique de Liaison) financé par la DGCIS
- Serious Game pour l'apprentissage des bonnes pratiques dans les SAP
- Base de données recensant les matériels favorisant le maintien à domicile
- Salle de bain pour PMR (Personnes à Mobilité Réduite)
- Programme de logements adaptés avec une commune et un bailleur social.

3.4 L'ARS Basse-Normandie

L'Agence régionale de santé a pour mission de mettre en place la politique de santé dans la région. Elle est compétente sur le champ de la santé dans sa globalité, de la prévention aux soins, à l'accompagnement médico-social. Son organisation s'appuie sur un projet de santé élaboré en concertation avec l'ensemble des professionnels et des usagers, dans un souci d'efficacité et de transparence.



Présentation

Ouverte début avril 2010, l'Agence régionale de santé (ARS) de Basse-Normandie met en œuvre la politique régionale de santé, en coordination avec les partenaires et en tenant compte des spécificités de la région et de ses territoires. Ses actions visent à améliorer la santé de la population et à rendre le système de santé plus efficace. Elle est la clef de voûte de la nouvelle organisation prévue par la Loi « Hôpital Patients Santé Territoires » du 21 juillet 2009 (article 118). Elle est dirigée par un directeur général nommé en Conseil des Ministres.

Organisation

L'ARS de Basse-Normandie est dirigée par Pierre-Jean Lancry, entouré d'une équipe rapprochée intervenant dans les domaines suivant (santé publique, offre de santé et autonomie et performance). L'organisation garantit la transparence et la transversalité pour s'adapter aux enjeux de la santé. Les instances de l'ARS assurent la coordination des politiques de santé et la concertation avec les acteurs et les représentants des usagers.

Le Projet Régional de Santé (PRS)

L'Agence régionale de santé a pour mission de définir et mettre en œuvre la politique de santé dans sa région. Pour ce faire, elle élabore un PROJET REGIONAL DE SANTE, dans une démarche partenariale et en s'appuyant sur la conférence régionale de santé et de l'autonomie et ses commissions. Le PRS s'inscrit dans les orientations de la politique nationale de santé et définit les objectifs pluriannuels de l'Agence régionale de santé ainsi que les mesures destinées à les atteindre.

Pour déterminer ses priorités de santé, l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie doit décliner et mettre en œuvre les priorités de santé nationales, en tenant compte des particularités régionales.

Ainsi, dans le cadre de l'élaboration de son plan stratégique de santé, elle a étudié les besoins de santé des populations bas normandes. L'analyse des besoins de santé gagne à être multiple. C'est le choix qui a été fait en Basse-Normandie en mettant en place deux démarches parallèles qui se complètent :

- une approche théorique et scientifique, fondée sur l'observation et l'exploitation des données et enquêtes disponibles qui a abouti à la publication de l'ATLAS de la santé en Basse-Normandie présenté le 26 octobre dernier.

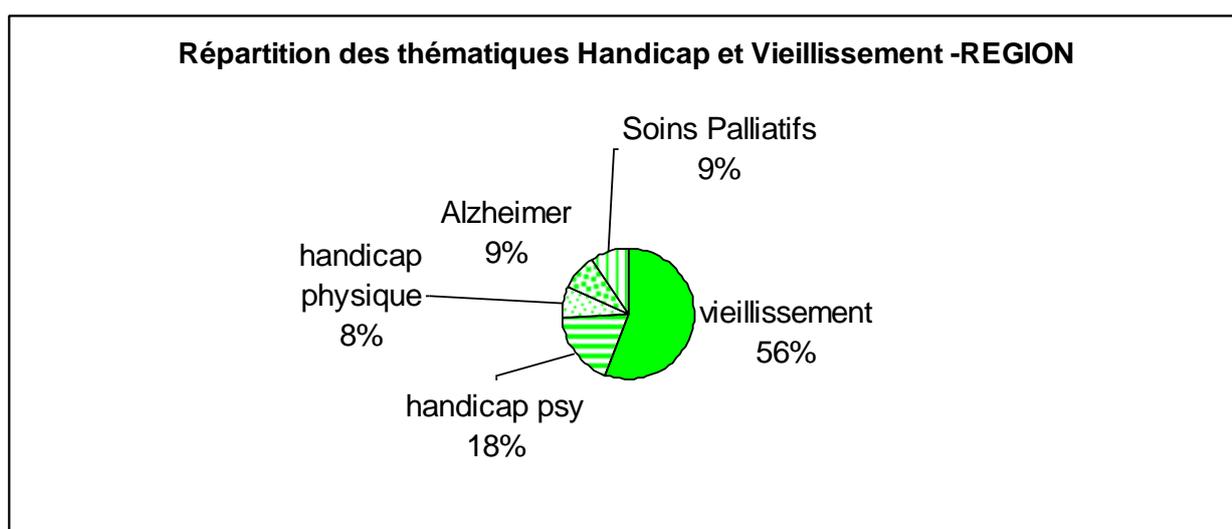
- une approche directe par l'interrogation des populations et des acteurs de santé. Son objectif est d'évaluer les besoins de santé ressentis qu'ils soient ou non diagnostiqués, qu'ils fassent ou non l'objet d'une demande de prise en charge.

La consultation des pays bas-normands

Pour que les priorités stratégiques correspondent au mieux aux besoins de santé des Bas-Normands, et parce que les réponses aux enjeux de santé ne relèvent pas uniquement du sanitaire mais aussi de l'articulation de toutes les politiques publiques entre elles, l'ARS a sollicité les Pays bas normands pour qu'ils procèdent à une consultation auprès de différents publics (habitants, professionnels de la santé, élus).

Par cette démarche originale propre à la Basse-Normandie, 830 personnes ont ainsi été consultées dans la Région.

Le handicap et le vieillissement, besoin de santé prioritaire à l'issue de la consultation.



Dans une grande majorité des cas, les participants se sont exprimés pour faire ressortir les besoins qui requièrent le plus d'améliorations (handicap et vieillissement, santé mentale...).

Les besoins de santé qui émergent de cette consultation concernent assez peu le domaine bio-médical (les maladies ressortent peu), comme si finalement quand la maladie se présente, le système la prend en charge de manière globalement satisfaisante ...

Les principaux problèmes évoqués dans cette consultation relèvent de domaines où les personnes se sentent particulièrement démunies et pour lesquels les prises en charge sont complexes. Certains sont même de véritables problèmes de société.

Cela confirme l'intérêt pour l'ARS de travailler avec les autres politiques publiques pour répondre à ces besoins de santé multifactoriels.

3.5 CCI Normandie

Les 12 CCI de Haute et de Basse-Normandie sont d'ores et déjà regroupées au sein d'une association CCI Normandie avec un projet de mandature 2011 – 2015 comportant plusieurs schémas sectoriels régionaux. Parmi ces schémas,



véritables plans d'action comportant un diagnostic des territoires et des entreprises, un schéma spécifique aux services à la personne a été retenu : **schéma sectoriel SAP Normandie**. Il s'agit d'un choix stratégique unique en France, aucune autre région n'affichant un choix aussi engagé.

Ce schéma SAP comporte 3 axes d'actions, rejoignant complètement la démarche Silver Economy :

1. **Accompagner les créateurs et le développement des entreprises de SAP** :
 - Conseils aux créateurs et aux entreprises,
 - Salon annuel régional
 - Club de chefs d'entreprises, en s'appuyant sur MEREZZO...
2. **Professionaliser les acteurs par la formation professionnelle** notamment en s'appuyant sur l'offre de formation des organismes de formation consulaires normands autour de l'IRSAP. En effet, l'IRSAP, qui a une vocation régionale, bénéficie d'un plateau technique exceptionnel et de références compte tenu de son antériorité. L'offre va du niveau V au niveau II en formation initiale par alternance et comprend un catalogue formation continue des salariés et des demandeurs d'emploi.
3. **Dynamiser l'offre industrielle et prestataires aux employeurs de SAP** avec l'association de filière TECHSAP Ouest.

Dans ce contexte on peut rappeler que :

- La CCI de Caen est membre du Conseil d'Administration du Pôle de compétitivité TES ;
- La CCI Normandie est membre du Pôle de compétitivité TES ;
- La CCI d'Alençon est membre du Conseil d'Administration et du bureau de TECHSAP Ouest.

Une enquête du tissu des entreprises concernées par la démarche Silver Economy est en cours de réalisation dans les 12 CCI. Une première liste figure en annexe. Les entreprises sont issues de différents secteurs :

- Electronique,
- Informatique,
- Surveillance,
- bâtiment : électricité, menuiserie, plomberie...,
- cabinets d'étude : BET, architectes...

L'identification est un travail de terrain car il n'y a pas de codes APE spécifiques. L'orientation vers les marchés seniors peut concerner beaucoup de secteurs d'activité. Face à ce constat, les conseillers des CCI, qui sont proches des entreprises et ont une connaissance fine du terrain, vont permettre d'identifier des compétences et d'accompagner de nouveaux partenaires pour intégrer des groupes de projets collaboratifs en liaison avec TECHSAP Ouest.

3.6 BodyCap (Hérouville Saint Clair -14)

La société BodyCap, créée en 2011, réunit des ingénieurs en électronique ainsi que des chercheurs en science de la vie issus de l'université de Caen autour d'un projet commun : Proposer des outils innovants de diagnostic, facilitant la prise de décision médicale et préservant la mobilité du patient.



Les principales applications sont : Suivi pré et post opératoire, chronothérapie, télésurveillance dans le cadre d'une hospitalisation à domicile, mise au point de traitement, suivi et amélioration des performances sportives.

Le savoir-faire de l'équipe porte sur la miniaturisation et l'accompagnement de l'industrialisation de capteurs permettant de mesurer de façon précise les paramètres physiologiques chez l'humain ou l'animal et de transmettre ces données sans perte d'information et de façon sécurisée. Même si la température est le premier paramètre mesuré par les dispositifs BodyCap, l'équipe prépare d'autres produits permettant par exemple la mesure de l'actimétrie.

Les produits

- ⇒ **Anipill** est le premier produit commercialisé par BodyCap en 2013. Ce système innovant, sous forme de gélule implantable associée par connexion sans fil à un moniteur, permet des mesures fiables et régulières de la température centrale de l'animal. Le marché visé est celui de la recherche préclinique, notamment en infectiologie.
- ⇒ **e-Celsius**, disponible en 2014, est un dispositif similaire mais ingérable par l'homme, permettant également la mesure en continu et de façon non intrusive de la température gastro-intestinale du patient. Les domaines d'application sont le péri et post opératoire, l'hospitalisation à domicile, la surveillance post-chimiothérapie...
- **e-Tact**, disponible en 2014, est un patch cutané permettant de mesurer la température et de quantifier l'activité physique de la personne sur lequel il est apposé. Les données sont également transmises par télémetrie. Ce dispositif sera proposé aux associations et organismes en charge de la surveillance des malades chroniques, des obèses et personnes âgées.

Les capteurs sont fournis avec un moniteur/bracelet qui permet d'enregistrer les mesures en continu et de les communiquer par une interface standard (USB ou Bluetooth) vers tout système de remontée de données médicales. BodyCap prépare également une nouvelle génération de capteurs faisant appel à une technologie avancée développée conjointement avec l'ESIEE.

BodyCap est membre du pôle de compétitivité TES.

La silver économie

Les capteurs sont destinés à un public large mais avec une forte proportion de personnes âgées car susceptibles d'être atteintes de maladie chronique ou d'être en situation de perte d'autonomie. Si la région Basse-Normandie devient région de préfiguration pour la Silver economy, BodyCap pourra accéder plus facilement à des terrains d'expérimentation et renforcer ses contacts avec les autres acteurs. BodyCap embaucherait deux personnes dédiées au suivi de ces essais. Une augmentation de **30% du chiffre d'affaires est à prévoir.**

3.7 IPDiA (Caen-14)

Spécialisé dans la réalisation de composants passifs intégrés sur silicium, IPDiA s'engage dans un nouveau programme de R&D appelé **MediLight 2017**. A travers ce programme de R&D d'un investissement global de **37 millions d'euros** dans le cadre des investissements d'avenir « nanoélectronique », IPDiA compte favoriser des innovations dédiées aux applications futures des marchés du médical et de l'éclairage. Le **CEA-Leti** et le **Crismat** (CNRS, Ensicaen, Unicaen), coopèrent au projet dont IPDiA est le chef de file.



Grâce à cette coopération avec les partenaires R&D historiques d'IPDiA, Medilight 2017 compte jouer le rôle de catalyseur sur les sujets suivants :

- La nanostructuration de condensateurs 3D haute tension et à très haute densité d'intégration,
- Le développement d'interposeurs 3D et de nouvelles briques technologiques dédiées à l'assemblage pour l'ultraminaturisation.

Pour réaliser ces développements, une **installation pilote sur le site d'IPDiA à Caen** sera mise en place par la recherche publique et partagée entre les partenaires. Ce projet renforcera le lien entre recherche amont (CRISMAT), technologie innovante (CEA-Leti/Ipdia) et industrialisation (Ipdia). Cette initiative vise à renforcer l'écosystème industrie/recherche soutenu par les autorités françaises et à permettre d'initialiser l'implantation d'une antenne de transfert technologique du CEA-Leti, basée à Caen. Cette avancée vers la 'performiniaturisation' représente pour IPDiA une opportunité supplémentaire d'accéder, entre autre, aux marchés futurs du médical (neurostimulation par exemple), des DEL de puissance et des capteurs (environnements sévères, automobile...).

Spécialisé dans la réalisation de composants passifs intégrés sur silicium, Ipdia présente une gamme de produits qui comprend des composants standards tels que des condensateurs sur silicium, des filtres RF, des symétriseurs RF, des circuits de protection ESD, mais aussi des composants spécifiques. Le siège d'IPDiA est situé à Caen en France.

Le laboratoire de Cristallographie et Sciences des Matériaux [CRISMAT] est une Unité Mixte de Recherche CNRS/ ENSICAEN /Université de Basse-Normandie, transdisciplinaire - Chimie du Solide, Sciences des Matériaux, Physique du Solide. La vocation du laboratoire CRISMAT est de contribuer à l'innovation technologique, dans les domaines de l'énergie et des technologies de l'information et de la communication, en associant recherche fondamentale et recherche applicative. Le laboratoire est reconnu internationalement notamment pour sa capacité à découvrir de nouveaux oxydes à propriétés remarquables telles que supraconductivité, magnéto-résistance colossale, thermoélectricité, multiferroïcité...

Impact de la silver économie

Avec un label pour le territoire de la Basse-Normandie, IPDiA envisage une progression de 15% de son chiffre d'affaires et de ses effectifs locaux.

IPDiA est membre du pôle de compétitivité TES.

3.8 Medgic Group (Caen-14)

Créée à Caen en juin 2009 sous forme de SAS, MEDGIC GROUP a développé une plateforme de services numériques en mode Software as a Service (MedgicNet) permettant le pilotage collaboratif des EHPAD en couvrant l'ensemble des besoins administratifs et médicaux des établissements médico-sociaux.



Medgic Group a déployé des modèles économique particulièrement innovants qui permettant aux clients de bénéficier de services à très haute valeur ajoutée pour des coûts très inférieurs à ceux pratiqués sur le marché. Les modèles économiques proposés permettent de combiner services à haute valeur ajoutée et coûts non rédhitoires pour les familles et leurs aidants ainsi que pour l'Etat et les collectivités territoriales.

Medgic Group compte au 20 juillet 2013 **17 personnes à plein temps** (dont 13 de niveau Ingénieur ou Master 2) et espère approcher les **40 personnes courant 2015**. Elle bénéficie du statut JEI et du CIR (suite à un rescrit fiscal) et sommes membres, le plus actif possible, de SOLIAGE et du pôle de compétitivité Transactions Electroniques Sécurisées.

Outre le marché des EHPAD, Medgic Group vise également le secteur du handicap (équipement d'une première MAS pilote en Ile de France) et surtout à horizon 2014-2015 le segment de l'autonomie à domicile.

100 % de l'activité est orientée vers les personnes âgées et l'autonomie.

Medgic Group est membre du pôle de compétitivité TES.

Impact de la silver économie

Parmi les différentes ressources programmées dans le plan de financement 2013 – 2015, en particulier pour aborder le marché de l'autonomie à domicile, Medgic Group a besoin d'un soutien financier sous forme d'avances ou de prêts pour financer, en complément des fonds propres récemment levés, en particulier pour couvrir les dépenses marketing, les recrutements, la poursuite des efforts en Recherche & Développement à la fois en interne et l'augmentation du BFR. Ces investissements qui restent encore très "immatériels" ne sont pas véritablement du ressort des réseaux bancaires classiques et les outils de financement plus traditionnels ont leurs limites (avances remboursables OSEO écrêtant l'assiette du CIR, Fonds Européens nécessitant un autofinancement significatif de préfinancement,...)

Le fait que la Région Basse-Normandie mette en œuvre des actions/projets (territoire d'expérimentation pour des opérations pilotes normandes) mais aussi des financements adaptés (l'actuelle ARE adaptée aux industriels ayant des investissements matériels lourds ne l'est pas du tout pour des industries de matière grise comme la nôtre) est vital pour le développement et la pérennité de la présence forte de Medgic Group en Basse-Normandie.

Ils n'atteindront leurs objectifs (5 M€ de CA et 40 salariés en 2015) qu'à cette condition.

3.9 W2Next (Caen-14)

Créé en 2011, W2Next a conçu et réalisé un prototype opérationnel de distributeur de médicaments, baptisé MedAVoo®, composé d'un ensemble d'outils et de services dédiés au maintien à domicile des personnes âgées.



L'offre MedAVoo® se compose:

- ⇒ d'un distributeur de médicaments communicant : Mis à la disposition des personnes âgées, le distributeur de médicaments est programmable à distance, sécurisé et doté d'un système d'alerte automatique si la prescription n'est pas prise. Connecté au dossier du patient, le système permet l'informatisation de la totalité de la chaîne de délivrance de médicaments, assurant ainsi sécurité et traçabilité. Le système est breveté depuis janvier 2013.
- ⇒ D'appareils de mesures : Le système local (embarqué dans chaque distributeur de médicaments) est connecté à plusieurs équipements de mesures médicales et environnementales. Chaque capteur envoie ses informations (médicales, environnementales, comportementales) au système local.

100 % de l'activité est orientée vers les personnes âgées et l'autonomie.

W2Next est membre du pôle de compétitivité TES.

Impact de la silver économie

Si la Région Basse-Normandie décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées au bénéfice des entreprises du secteur industriel ou de service, l'augmentation du chiffre d'affaires serait de 200 000€ à 400 000€ par an, avec des recrutements de 2 à 4 personnes par an.

3.10 Popsi Cube (Hérouville Saint Clair – 14)

Popsi Cube est une Organisation de Recherche Clinique (CRO), qui, dans le cadre de ses activités, édite des progiciels pour l'industrie pharmaceutique et le monde de la santé. Elle développe également des solutions informatiques sur-mesure.



POPSI CUBE est une société innovante créée en juillet 2004, labélisée Jeune Entreprise Innovante depuis 2005 par le Ministère de la Recherche et agréée Crédit Impôt Recherche pour 2009, 2010, 2011. La société est lauréate en 2007 du 7ème concours de la Création et de la Jeune Entreprise de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Ses équipes ont développé une double compétence en recherche clinique et en informatique principalement en intégrant de nouvelles technologies dans le cadre de recueil d'informations respectant les normes les plus sévères (Bonne Pratique Clinique, FDA 21 CFR part 11, validation pharmaceutique des systèmes d'information). Cette deuxième compétence permet à Popsi Cube d'aborder le marché de la santé en proposant des produits issus des NTIC conçus et développés en interne. Ainsi, Popsi Cube développe une solution de stylo numérique (Popsipen) qui permet la saisie sur papier d'informations transmises et intégrées, en temps réel, sur des systèmes informatiques.

En outre, elle propose de nouvelles solutions de remontées de données biomédicales issues de capteurs directement placés au domicile du patient et répond ainsi aux nouvelles tendances du marché grâce à des offres plus compétitives qui présentent, en outre, l'avantage d'être plus fiables.

Popsi Cube travaille à des solutions d'avenir à travers des capteurs biomédicaux placés directement au contact du patient. Ils permettront de prévenir les risques liés à des pathologies souvent très coûteuses pour la communauté. C'est ainsi qu'elle participe au projet **e-Temp** (voir rubrique projet)

Popsi Cube fournit aux entreprises de la santé (laboratoire pharmaceutique, biotech, medtech, établissements de soins) des services, produits et conseils en gestion de projets de recherche, management des processus et planification avec pour objectifs d'aider ces entreprises à optimiser leurs performances par la mise en place de système d'information.

PopsiCube est membre du pôle de compétitivité TES.

Impact de la silver économie

Si la Région Basse-Normandie décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées au bénéfice des entreprises du secteur industriel ou de service, l'augmentation du chiffre d'affaires serait de 400 000€ par an, avec des recrutements de 4 à 6 personnes par an.

3.11 EFF'INNOV Technologies (Colombelles - 14)

Créé en 2009, Eff'Innov Technologies est un bureau d'étude en électronique et informatique embarquée. Ils proposent des services et des solutions clés en main pour les applications liées aux "maisons intelligentes" et plus particulièrement sur le maintien de personnes à domicile. A titre d'exemple, Eff'Innov a travaillé sur une solution d'actimétrie (mesure et analyse de l'activité d'une personne). L'offre de services s'appuie sur des briques technologiques issues de la R&D interne. Eff'Innov Technologies emploie à ce jour 22 salariés hautement qualifiés. Eff'Innov Technologies est membre du pôle de compétitivité TES et de TechSap Ouest.



Impact de la silver économie

Si la Région Basse-Normandie décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées au bénéfice des entreprises du secteur industriel ou de service, l'augmentation du chiffre d'affaires est estimée à 30%, avec des recrutements de 7 personnes supplémentaires.

3.12 C..TEXDEV (Caen-14)

C...TEXDEV est une entreprise spécialisée dans l'édition de logiciels destinés au handicap. Notre expertise s'articule donc au croisement du développement, de l'ergonomie et de l'accessibilité logicielle aux personnes handicapées. En réponse aux besoins de conception de supports de communication non verbale, pour l'aide à la vie quotidienne et la rééducation des troubles du langage, CTEXDEV apporte des solutions sous forme de logiciels développés pour les tablettes tactiles grand public du marché, valorisées par une expérience de l'ergonomie logicielle dédiée au handicap.



Ces logiciels d'aide à la vie quotidienne proposent des fonctionnalités de communication sans langage oral dont : désignation d'images ou de pictogrammes, voix préenregistrées, synthèse vocale, expression/évaluation de la douleur, gestion du temps. Chacune de ces applications est entièrement configurable par les utilisateurs finaux.

C...TEXDEV réalise également des plates-formes d'apprentissages et de réapprentissage destinés aux praticiens encadrants les populations précitées ainsi qu'aux personnes âgées. Ces outils de « Brain training » et ces jeux d'apprentissages sont réalisés en collaboration avec des professionnels de la prise en charge.

Impact de la silver économie

Si la Région Basse-Normandie décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées au bénéfice des entreprises du secteur industriel ou de service, l'augmentation du chiffre d'affaires est estimée à 30%, avec des recrutements de 2 personnes supplémentaires.

3.13 Legrand

Le groupe Legrand est le spécialiste mondial des infrastructures électriques et numériques du bâtiment.

Depuis plus de 10 ans Legrand a intégré dans ses axes stratégiques le développement de solutions destinées à favoriser le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie.



De multiples expérimentations ont été menées en partenariat avec des conseils généraux et des acteurs de la santé et du médico-social afin d'identifier les solutions technologiques pertinentes permettant de réaliser une réelle prévention des risques au domicile et de favoriser l'autonomie des personnes :

- Les solutions Legrand s'adaptent et compensent la perte d'autonomie pour offrir le confort et une sécurité de plus en plus renforcée,
- Une maison qui évolue au rythme de ses occupants,
- Les solutions Intervox et Legrand s'adaptent à l'installation sans travaux lourds ce qui évite une rupture (modification lourde, déménagement temporaire, placement en structure spécialisée...) lorsque la perte d'autonomie s'enclenche.

Avec le rachat en Février 2011 de la société Intervox (leader Français des équipements de téléassistance), le groupe Legrand a complété son dispositif et ajouté ainsi à son offre un volet technologique permettant le lien avec les acteurs des services à la personne.

Legrand est acteur majeur de la Silver Economie.

3.14 FunDaTrix (Colombelles – 14)

Fundatrix conçoit et diffuse des produits numériques innovants facilitant la création et la diffusion de nouveaux usages. Le premier produit vendu par Fundatrix est Bee-Wall, un écran interactif à usage domestique destiné à être fixé sur les murs des habitations. Il donne accès à des bouquets de services numériques (communication, information, vie quotidienne, famille,...) en privilégiant les interactions avec d'autres objets connectés (capteurs, smart objects,...).



Impact de la silver économie

Avec 50% du chiffre d'affaires consacré à la Silver Economie, et dans le cas où la Région Basse-Normandie, grâce au soutien de l'état, décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées au bénéfice des entreprises du secteur industriel ou de service, l'augmentation du chiffre d'affaires est estimée de 100%, avec des recrutements de 10 personnes supplémentaires à court terme.

3.15 HOM'AGE (Bieville-Beuville - 14)

A l'origine, HOM'AGE intègre des établissements gérontologiques dont le premier a été la Résidence Les Pervenches, qui accueille depuis 1992 des personnes en grande dépendance, en particulier souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de troubles apparentés. Depuis, Hom'Age a créé de nouvelles structures, chacune véhiculant dans ses approches et ses pratiques cette même "philosophie" d'une prise en charge fondée sur le respect, l'attention, le professionnalisme et la transparence.



HOM'AGE c'est :

- 20 années d'expérience dans la prise en charge des personnes âgées, atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de troubles apparentés,
- Près de 460 lits et places répartis sur 6 EHPAD basés en Basse-Normandie,
- Un cabinet de formation, H'CARE DEVELOPPEMENT, proposant 10 pôles de formation touchant à la sphère de la personne âgées, de la personne en situation de handicap, de l'enfance. H'CARE est également un cabinet de conseil habilité à l'évaluation externe par l'ANESM.
- Un partenariat avec l'INSERM autour de la recherche sur la maladie d'Alzheimer.
- Une blanchisserie centrale sur 120 M2 sous la norme RABC.
- Une cuisine centrale sur 600 M2 sous la norme HACCP/PMS.
- Un engagement dans la certification ISO 9001 V 2008 de l'ensemble des établissements du groupe.

100 % du chiffre d'affaires est orientée vers les personnes âgées et l'autonomie.

Hom4age est membre du pôle de compétitivité TES.

Impact de la silver économie

Si la Région Basse-Normandie décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées, le chiffre d'affaires se développerait. En effet, l'activité est spécialisée sur l'accueil de la personne âgée en institution. L'objectif d'Hom'Age serait de développer des solutions innovantes au sein de nos EHPAD et également le secteur des résidences seniors qui reste un marché non encore exploité par notre groupe.

Si HOM'AGE se développe sur le marché des résidences seniors, le groupe estime une augmentation du chiffre d'affaires à hauteur de 200 KE pour une résidence de 50 logements, sans compter le chiffre d'affaires des partenaires des projets.

Enfin, promouvoir la Basse-Normandie permettrait, indirectement, de créer de l'emploi dans le bâtiment, dans le cadre de nouvelles constructions d'EHPAD et résidences services. Au sein de notre groupe, les projets d'EHPAD de DOZULE et THAON et celui de la résidence service à BIEVILLE BEUVILLE permettraient un recrutement que nous estimons entre 60 et 70 ETP.

3.16 Omwave (Colombelles – 14)

La société OMWAVE travaille sur la commande du foyer connecté et l'assistance à la personne fragile à domicile est un axe de développement majeur pour la société. 

LARA est la solution apportée par OMWAVE pour connecter le foyer et le contrôler. LARA est une offre simple permettant de rendre coté le foyer par la petite porte : un écran positionné dans le foyer qui a pour fonction initiale la gestion du temps : l'horloge, le calendrier et la météo. Dès lors que le foyer a adopté LARA, elle devient le Hub permettant d'interagir avec une galaxie d'accessoires autour de la domotique et de la surveillance des personnes : incendie, inondation, intrusion, détection ouverture porte (aussi bien entrée que porte du frigo), détection de présence, surveillance chute, activité de la personne, pèse personne... (et une compatibilité forte avec de nombreux produits du marché). LARA est connecté vers une plateforme de service via les réseaux en place que ce soit DSL ou GSM. Cette plateforme est le lien avec des services de support, téléalarme, eSanté, monitoring, analyse comportementale...

Omwave est membre du pôle de compétitivité TES.

Impact de la silver économie

Avec 50% du chiffre d'affaires consacré à des sujets en lien avec la Silver Economy, et dans le cas où la Région Basse-Normandie, grâce au soutien de l'état, décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées au bénéfice des entreprises du secteur industriel ou de service, Omwave pourrait recruter 10 personnes supplémentaires à court terme.

3.17 Digital Airways (Alençon – 61)

Digital Airways accompagne ses clients industriels dans la réalisation des interfaces utilisateurs de leurs produits technologiques. L'expertise de Digital Airways permet ainsi à ses clients une meilleure maîtrise de l'utilisabilité de leurs produits, favorisant l'acceptation de nouveaux usages par des clientèles potentiellement réfractaires à ces innovations.



Digital Airways est membre du pôle de compétitivité TES et de TechSap Ouest.

Impact de la silver économie

Dans le cas où la Région Basse-Normandie, grâce au soutien de l'état, décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées au bénéfice des entreprises du secteur industriel ou de service, Digital Airways estime un impact positif sur son chiffre d'affaires, augmentation de 500K€, ainsi que la possibilité de recruter 3 personnes supplémentaires à court terme.

3.18 Maisons France Confort (Alençon – 61)

Maisons France Confort, entreprise d'envergure nationale, est le N°1 de la construction individuelle en France, possède un réseau de 340 agences. Ils ont développé une gamme « Maisons Sénior ».



Les grandes particularités du concept de la Maison Sénior reposent sur 4 points essentiels : confort de vie adapté aux personnes âgées, accessibilité, possibilités d'adaptation des pièces au moindre coût...

Créé en 1919, Maisons France Confort emploie 1 491 salariés pour un chiffre d'affaires de 2012 est de 563 M€ (pour un résultat net 2012 a été largement positif : +18,3M€).

Maisons France Confort est membre de TechSap Ouest.

3.19 Etna France (Domfront – 61)

Etna France est le premier fabricant français de monte-escalier et d'ascenseurs privés. A ce jour, Etna France a conçu, fabriqué, installé et assuré le suivi de plus de 10 000 appareils dans toute la France. Les usines sont situées en Normandie : à Domfront (61) et à La Chapelle-Gauthier (27).



Créé en 1986, Etna France emploie 120 collaborateurs et compte 7 agences régionales et Showroom : La Rochelle (14), Saint-Gratien (95), Vienne (38), Domfront (61), Mauguio (34), Le Muy (83), Antilles (Martinique, Guadeloupe, Guyane). Son chiffre d'affaires en 2012 est de 16M€ et concerne directement la Silver Economy.

Etna France est membre de TechSap Ouest.

3.20 Oreka Ingénierie (Cherbourg – 50)

Les acteurs d'OREKA Ingénierie maîtrisent l'ensemble des outils 3D permettant d'optimiser la conception et les validations techniques pendant toutes les phases d'un projet : assistance à la conception, présentation technico-commerciale, validation technique, gestion des interfaces, préparation de mise en oeuvre sur site, formation de l'exploitant, aide à la maintenance et documentation technique.



Ils réalisent des Imagerie 3D, Animation 3D, Réalité virtuelle, Réalité augmentée et Serious Games dont certains en lien avec les problématiques liés à la dépendance.

Oreka Ingénierie est membre du pôle de compétitivité TES et de TechSap Ouest.

Impact de la silver économie

Dans le cas où la Région Basse-Normandie, grâce au soutien de l'état, décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées au bénéfice des entreprises du secteur industriel ou de service, Oreka Ingénierie envisage le développement d'une offre en aménagement de lieux de vie domotisés incluant les projets architecturaux et la domotisation, permettant ainsi une augmentation de notre CA de 20 à 30%.

3.21 6cure (Colombelles – 14)

6cure est une entreprise spécialisée dans la Sécurité des Systèmes d'Information, qui propose notamment des solutions de lutte contre les attaques de type « Déni de Service Distribué », qui paralysent les systèmes de communication en les saturant d'informations.

Ces solutions sont particulièrement utiles à tout système nécessitant une permanence des moyens de communication, et notamment aux solutions de télé-médecine et de maintien à domicile des personnes âgées.

6cure est membre du pôle de compétitivité TES.



Impact de la silver économie

Dans le cas où la Région Basse-Normandie, grâce au soutien de l'état, décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées au bénéfice des entreprises du secteur industriel ou de service, 6cure estime que cela permettrait une augmentation de 30% de son chiffre d'affaires et permettrait l'embauche de 2 salariés.

3.22 Mediatype (Caen - 14)

Mediatype a deux niveaux d'activité :

1. une base de données « SPORTYPE » destinée à l'observation et au push des comportements durables. C'est plus de 700 000 Seniors de 60 à 75 ans,
2. une veille et un observatoire des Silvers (et pré-seniors) pour les accompagner dans les étapes de sensibilisation et d'adoption des programmes e- santé :
 - Une population préparée au programme du maintien à domicile,
 - Des groupes distincts et suivis,
 - Des programmes adaptés à chaque individu.

Ce sont des panels représentatifs de chaque typologie de silvers en communication directe avec la société.

Impact de la silver économie

Les seniors représentent 1/3 de l'activité de Mediatype, avec une augmentation prévue à court terme. Dans le cas où la Région Basse-Normandie, grâce au soutien de l'état, décidait de promouvoir et d'encourager les actions et projets en faveur des entreprises liées au marché de l'autonomie et des personnes âgées au bénéfice des entreprises du secteur industriel ou de service, Mediatype prévoit une augmentation de 20% du chiffre d'affaires et l'embauche de 4 personnes supplémentaires.

3.23 Nearforge (Colombelles - 14)

Nearforge créé et développe des produits communicants intelligents sans contact. Parmi les marchés envisagés pour son développement, *nearforge* travaille sur la traçabilité des matériels et des personnes. Un effort en faveur des services proposés aux personnes âgées conduirait l'entreprise à développer des produits sur ce secteur, notamment sur le suivi des visites à domicile ou la maintenance du matériel médical déporté.

Impact de la silver économie

Le développement de tels services en 2014 puis leur mise sur le marché fin 2014 / début 2015 permettrait de viser un CA dédié de 30KEu à cette date et une embauche.

Nos entreprises impliquées dans la Silver Economie

4G SECURE	IRSAP
6SECURE	ISF
ACTIGRAPH	JP Oswald
AIFCC Insertion	JPCOM
ARKEA	KEYNECTIS
Association Pierre Noal	L&J SOLUTIONS
Atelier JSA	MAE 50
BLINKSIGHT	Maisons France Confort
BODYCAP MEDICAL	Man Eco
BULL	MEDGIC GROUP
CA-NORMANDIE	MEDIATYPE
CCI Alençon	MEFA
CEV-SA	MERCURY-TECHNOLOGIES
DATEXIM	Mutualité Française Orne
DEJAMOBILE	NEARFORGE
DIGITAL AIRWAYS	NEW RFID CONCEPT
Domitys	Norbert Dubois
Echangeur BN	NTX-RESEARCH
EDSI	NXP
EFFINOV	OBERTHUR
ELITT	OMWAVE
EOLANE	OPHTIMALIA
EPLEFPA Alençon	ORANGE
ETERTRUST	OREKA Ingenierie
ETNA France	POPSICUBE
EURODEMAT	PRESTO-ENG
Fédération Départementale ADMR	SEPA HAD
Fédération Départementale MFR Orne	SOKRATE
Fepem	Spartime Innovations
FUNDATRIX	Starnav
GROUPE ON-X	TBS-INTERNET
Hélios Engi	TEICEE
HOMAGE	TESTNTRUST
IDEINNOV	UNA
INGENICO HEALTH CARE	Via Formation
IPDIA	W2NEXT
IRFA Evolution	WEB-INTERACTIV
IRFSS Croix Rouge	